

Conseil de Communauté
du 20 septembre 2018

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
2	Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
3	Affaires Culturelles - Modification des règles de pénalités pour les Médiathèques de Mayenne et Lassay-les-Châteaux
4	Affaires Culturelles – Proposition concernant la mise en œuvre de braderie
5	Affaires Culturelles - Demande exceptionnelle de subvention Des Amis du Château de Lassay
6	Économie – Vente de terrain à la SCI Batiro
7	Economie – Emploi - convention avec la Mission Locale
8	Economie – Accompagnement à la création d'entreprises – Convention avec la Région Pays de la Loire
9	Economie – Accompagnement à la création d'entreprises - Convention avec Initiative Mayenne
10	Contrat de territoire départemental – affectation à 18 Communes d'une partie de la subvention du Département correspondant à l'enveloppe libre de Mayenne Communauté
11	Contrat de territoire départemental – enveloppe libre de Mayenne Communauté - projets de Mayenne Communauté
12	Appel à projets région – enveloppe transition énergétique
13	Finances – Budget annexe de zones – Zone d'activités de Montrieux - Exercice 2018 – Décision modificative n°1
14	Economie – Tourisme - Taxe de séjour
15	Aménagement - Prise de participation de Mayenne Communauté au capital de Laval Mayenne Aménagements
16	Approbation du Programme Local de l'Habitat 2018- 2023
17	PLH – Aide à la construction / réhabilitation des logements locatifs sociaux
18	Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Commission de suivi de site de la société Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse (PCAS) – Renouvellement des membres
19	Programme de prévention – Animations scolaires – Groupement d'achat
20	Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif – Exercice 2017
21	Jeunesse - Malles pédagogiques
22	Marchés publics - Retenues et pénalités concernant les marchés de travaux du centre aquatique intercommunal
23	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 13 « Electricité » - Avenant n° 6
24	Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafonds » - Avenant n° 5
25	Marchés publics – Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un Pôle santé intercommunal à Mayenne - Avenant n° 4
26	Marchés publics – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté - Avenant n° 6

27	Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire - Lot 1 : Terrassement, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation - Avenant n° 3
28	Marchés publics – Marché d'exploitation pour la production et la distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire et de climatisation - Avenant n° 1
29	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne - Lot 1 : Terrassements généraux, gros œuvre et façades - Avenant n° 6
30	Rapport d'activités 2017 de Mayenne Communauté
31	Ressources humaines - DST – Bâtiments – création d'un poste de technicien territorial
32	Ressources humaines - régime des astreintes Ville de Mayenne assurées par des agents de Mayenne Communauté
33	Ressources humaines - DAC - conservatoire de musique rentrée scolaire 2018/2019
34	Ressources humaines - DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018
35	Ressources humaines - DRHM - Régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté
36	Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Gérard TOMAS	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Commune Evron	Convention de partenariat Festival d'arts sacrés	250,00 €
CAUE	Convention d'animations pour une conférence au musée	l'organisateur fournit le matériel, l'espace et les conditions techniques
Marina LE DORNER	Contrat d'animations pour le musée	1 218,00 €
Deuxième Groupe d'Intervention	Convention d'animations pour le musée	1 634,00 €
Delices dada	Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle	7 800,00 €
Brigitte Dauge	Convention de prestations de service pour le musée	100,00 €
Paul LEROUX	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Terre de Lys	Convention d'intervention au musée	380,50 €
Lassay les Chateaux	Convention portant mise à disposition de terrains pour l'accueil des cirques	Mise à disposition à titre gratuit
CCAS Résidence les Hortensias	Convention de prestations avec le CCAS Résidence des Hortensias du Horps	Coût horaire : 32,39 €
Amadeus	Convention pour avancement des frais inhérents à certaines manifestations	Présentation des justificatifs
Arnaud BOUTELOUP	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 20 septembre 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	48
Contre :	0
Pour :	48
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le quatorze septembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1er Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2ème Vice-Président, M. MOLL, 3ème Vice-Président, M. LE SCORNET, 5ème Vice-Président, M. VALPREMIT, 6ème Vice-Président, M. BOISSEAU, 8ème Vice-Président, M. BOURGUIN, 9ème Vice-Président, M. BORDELET, 10ème Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, SABRAN, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. NEVEU, BEAUJARD, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mmes GONTIER, FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes SOULARD, THELIER, BAR, COUTURIER, BEUNEUX, PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mmes CREUSIER, GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BOITTIN est remplacé par M. FRETARD

Mme BELLON donne pouvoir à Mme BAR
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. ANGOT
Mme MONSIMIER donne pouvoir à M. FORET
Mme LANCIEN donne pouvoir à Mme OLIVIER
M. LESAINTE donne pouvoir à Mme COUTURIER
Mme LODE donne pouvoir à Mme BEUNEUX
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. REBOURS donne pouvoir à Mme CREUSIER
M. MORIN donne pouvoir à M. LAVANDIER
M. FAUCON donne pouvoir à Mme PELE

Excusés :

Mme MORIN, 4ème Vice-Présidente, M. RAILLARD, 7ème Vice-Président, M. COISNON, 11ème Vice-Président, MM. HEURTEBIZE, CHOUZY, POIRRIER, SONNET, JAMOIS, Mmes BODINIER, ADAM

M. SABRAN a été désigné secrétaire.

1 - Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

M. SOUTIF expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables suite à deux situations de surendettement se rapportant aux exercices 2015 à 2018 au titre du budget principal.

Les sommes dont il s'agit ne pouvant plus être recouvrées parce qu'éteintes, il convient de régulariser la comptabilité intercommunale ;

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les sommes ci-après mentionnées correspondants aux créances des personnes désignées en annexe :

2015	2017	2018
168,51	52,50	28,90

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article c/6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 249,91 € sur le budget principal.

2 - Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

M. SOUTIF expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables suite à deux situations de surendettement se rapportant aux exercices 2013 à 2018 au titre du budget principal.

Les sommes dont il s'agit ne pouvant plus être recouvrées parce qu'éteintes, il convient de régulariser la comptabilité intercommunale.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les sommes ci-après mentionnées correspondants aux créances des personnes désignées en annexe :

2013	2014	2015	2016	2017	2018
111,01	296 ,90	569,06	440 ,14	806,37	513,29

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article c/6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 2 736,77 € sur le budget annexe déchets ménagers.

3 - Affaires Culturelles - Modification des règles de pénalités pour les Médiathèques de Mayenne et Lassay-les-Châteaux

M. LE SCORNET expose :

Un système de pénalités de retard est appliqué à tout usager qui n'est pas à jour dans le retour des documents empruntés dans les médiathèques de Mayenne et de Lassay. A la 5e relance, soit 45 jours après la date limite de retour, un titre de recettes adressé par le Trésor public est envoyé aux retardataires leur

demandant le remboursement de l'ensemble des documents manquants. Ce tarif comprend les frais d'équipement et les frais de relance. La carte d'adhérent est bloquée pendant 6 mois.

Dans le cas où les documents sont restitués après émission du titre de recettes, une procédure d'annulation du titre de recettes est engagée. Elle représente plusieurs manipulations laborieuses par les agents de la médiathèque puis par le service des finances.

En 2017, 21 titres de recettes ont été émis pour 95 documents non restitués pour un total de titres de 1 853,95 €. Par la suite, 38 documents ont été rendus, qui ont engendré 8 annulations de titres pour 712,19 €.

Il vous est proposé de ne plus procéder à l'annulation des titres de recettes lorsque les documents sont restitués mais de débloquent la carte pour que l'utilisateur puisse de nouveau emprunter.

Résumé de la tarification :

Habitant de Mayenne Communauté : gratuit

Utilisateur des postes informatiques uniquement : gratuit

15-25 ans scolarisés sur Mayenne Communauté, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'étudiant : gratuit

Habitant domicilié hors Mayenne Communauté : 10 € par an pour les adultes de plus de 15 ans

Les relances et pénalités de retard

1ère relance : 7 jours après la date limite de retour

2ème relance : 14 jours après la date limite de retour □□tarif forfaitaire de la pénalité : 3 €

3ème relance : 21 jours après la date limite de retour □□tarif forfaitaire de la pénalité : 5 €

4ème relance : 35 jours après la date limite de retour □□envoi d'une lettre recommandée et□tarif forfaitaire de la pénalité : 10 €

Titre de recettes : 45 jours après la date limite de retour => remboursement de l'ensemble des documents + frais d'équipement et de relance adressée par le trésor public + carte bloquée pendant 6 mois

Si les documents sont rendus après l'émission du titre de recettes, le blocage de la carte sera annulé.

Remplacement carte de lecteur perdue : 2 €

Rachat ou Remboursement de documents égarés ou détériorés au prix d'acquisition selon si le document est encore disponible dans le commerce.

Frais d'équipement pochettes ou boîtiers documents sonores (en cas de perte ou détérioration) :

Boîtiers 1 CD : 2.60 €

Boîtiers 2 CD : 4.50 €

Les impressions :

Impressions en noir et blanc : 0.10 € (limité à 30 impressions)

Impressions en couleur : 0.50 € (limité à 10 impressions)

Photocopies en noir et blanc : 0.10 € (gratuit pour les articles du journal de la semaine)

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de ne plus procéder à l'annulation des titres de recettes lorsque les documents sont restitués mais de débloquent la carte pour que l'utilisateur puisse de nouveau emprunter des documents.

4 - Affaires Culturelles – Proposition concernant la mise en œuvre de braderie

M. LE SCORNET expose :

Le désherbage est l'opération qui consiste à retirer des rayonnages les documents qui ne peuvent plus être proposés au public.

En effet, un fonds documentaire se doit d'être vivant et évolutif. De plus, une collection vieillie et usagée fait fuir les utilisateurs. Enfin, le désherbage permet de résoudre les problèmes d'encombrement. L'élimination se fait selon certains critères bien déterminés : nombre d'années écoulées sans prêt, document incorrect, laid, superficiel, usé, détérioré, périmé, obsolète, inadéquat.

En janvier 2018, la ludothèque et la médiathèque ont organisé une braderie des documents issus de désherbage des 2 dernières années. Cet événement a rencontré un grand succès auprès du public.

Les braderies sont de bonnes occasions de donner une deuxième vie aux documents qui n'ont plus leur place dans les étagères, de faire venir un public pas toujours usager des lieux, de parler du travail des bibliothécaires avec le public.

Proposées de manière ponctuelle, les braderies peuvent contribuer à faire connaître également les différents lieux de lecture du territoire.

Les tarifs proposés sont les suivants :

0.50€ pour les documents

0.50€ pour les lots de revues

M. le Président : Je suis ravi qu'un document incorrect, laid, superficiel, usé, détérioré, périmé, obsolète et inadéquat trouve preneur.

M. LE SCORNET : Rien ne se perd tout se recycle.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'organisation des braderies de manière ponctuelle à tout moment de l'année dans les différents lieux de lecture du territoire, aux tarifs de 0.50€ le document et 0.50 € le lot de revues.

5 - Affaires Culturelles - Demande exceptionnelle de subvention Des Amis du Château de Lassay

M. LE SCORNET expose :

Les Amis du Château de Lassay organisent les 28-29 et 30 septembre prochain une reconstitution historique scénarisée de la médecine et la chirurgie au cours de la Grande Guerre. Ce projet bénéficie de la labellisation de la mission du centenaire. La journée du 28 septembre est réservée aux scolaires avec l'organisation d'un concours qui sera couronné d'un prix de la grande chancellerie de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite.

Cependant, la structure "l'Hôpital de réserve de la Grande Guerre" qui sera présentée au public représente un coût pour l'Association d'un montant de 3 500 €. C'est pourquoi, l'association Les Amis du château de Lassay sollicite Mayenne Communauté pour une subvention supplémentaire à hauteur de 2 000 €. Pour mémoire, la subvention versée à l'association pour 2018 est de 5 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide cette subvention supplémentaire de 2 000 € et l'inscrit au budget par voie de décision modificative.

6 - Économie – Vente de terrain à la SCI Batiro

M. TRANCHEVENT expose :

Le groupe RAPIDO dans le cadre de son développement, souhaite acquérir du terrain en façade de la RN 12. Ce terrain a la particularité d'inclure un bassin d'orage qui sert aussi de réserve incendie. L'objectif de l'entreprise n'est pas de construire une nouvelle usine sur cette parcelle, mais d'être en capacité de

l'intégrer dans ses projets d'aménagement du territoire dans le cadre de son développement commercial, social ou environnemental.

Les caractéristiques de cette acquisition sont les suivantes :

M. SABRAN : Un bassin d'orage ne peut pas servir de réserve incendie ?

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

7 - Economie – Emploi - convention avec la Mission Locale

convention définissant l'intervention de la Mission Locale. Il s'agit du repérage des jeunes, de leur accueil, de leur information et de leur orientation, de leur accompagnement, de la mise en place d'actions favorisant l'accès à l'emploi. La Mission Locale apportera son expertise et son observation active du territoire sur le public jeune. Elle consacrera des moyens à l'ingénierie de projet et à l'animation locale dans son champ de compétence.

La convention à intervenir régit les modalités d'intervention de la Mission Locale sur notre territoire, fixe la contribution financière annuelle de Mayenne Communauté auprès de la structure : 41 982€ soit 1.13€ par habitant (crédit déjà inscrit au BP 2018). Elle fixe les conditions de suivi et d'évaluation de l'action de la Mission Locale.

M. le Président : Il y a une baisse sensible des inscriptions des jeunes. On a donc supprimé 4 postes à la mission locale. Son financement se fait au travers des dotations qui sont liées au nombre de jeunes accueillis. Au niveau départemental, il y a 37 agents. Il faut assurer la pérennité de cette association et demain, il ne faut pas avoir de soucis de financement.

Mme FOUBERT : A-t-on la raison de cette diminution ?

M. le Président : Les jeunes vont de plus en plus directement dans le monde du travail. Les agences d'intérim sont de plus en plus à la recherche de personnes. On est à 4,6 % de chômage sur Mayenne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le contenu de la convention et autorise le Vice-Président en charge de l'économie à la signer.

8 - Economie – Accompagnement à la création d'entreprises – Convention avec la Région Pays de la Loire

M. TRANCHEVENT expose :

Pour mettre en œuvre sa politique de soutien à la création et reprise d'entreprise, la Région a choisi de s'appuyer principalement sur les réseaux régionaux d'accompagnement et de financement intervenant sur le sujet et répartis sur l'ensemble du territoire.

La loi dite NOTRe du 7 août 2015, qui clarifie les compétences des collectivités territoriales en matière d'interventions économiques, renforce le rôle de la Région, dorénavant seule habilitée à attribuer certaines aides et dotée de la responsabilité exclusive de la définition sur son territoire, des orientations en matière de développement économique.

Ainsi, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, peuvent intervenir en complément de la Région, et dans le cadre d'une convention de partenariat, au financement des aides aux organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprises.

Le soutien à la création/reprise d'entreprise constitue un enjeu majeur pour le développement local de Mayenne Communauté. Il participe au développement économique, par la création de nouvelles entreprises et la contribution au mouvement de diversification du tissu existant. Il contribue également au développement de l'emploi (emploi direct de l'entrepreneur et emplois induits).

Conformément aux orientations définies dans son Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDE2I), La Région Pays de la Loire soutient la création-reprise d'entreprise, notamment en abondant les fonds de prêts d'honneur et les fonds de garantie de prêt bancaires des associations de prêts d'honneur et associations de garantie réparties sur l'ensemble du territoire régional.

MAYENNE COMMUNAUTE apporte son soutien à certains organismes dont l'objet vise au développement économique et au développement de l'emploi, notamment les structures d'accompagnement à la création d'activités et d'emplois. Le soutien à ces structures vise à :

Mayenne Communauté
Séance du 20 septembre 2018

- Favoriser l'accès à l'accompagnement d'une majorité de porteurs de projets de création-reprise d'entreprises ;
- Favoriser l'émergence de projets à forte valeur ajoutée économique, sociale et environnementale ;
- Soutenir le développement des jeunes entreprises créées ou reprises.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer la convention entre la Conseil Régional et Mayenne Communauté.

9 - Economie – Accompagnement à la création d'entreprises - Convention avec Initiative Mayenne

M. TRANCHEVENT expose :

Initiative Mayenne a pour objet de favoriser le développement économique en soutenant la création, la reprise et le développement d'entreprises par un accompagnement financier et humain.

La convention de partenariat en faveur des réseaux d'accompagnement à la création reprise d'entreprise entre la région Pays de la Loire et la Mayenne Communauté titre de l'année 2018 autorise la communauté de communes à intervenir en complément du soutien et des interventions de la Région des Pays de la Loire au profit de l'association Initiative Mayenne dans le cadre des aides allouées à la création ou reprises d'entreprises.

Mayenne Communauté soutient l'association Initiative Mayenne par le versement d'une subvention annuelle (15 000 € pour l'année 2018).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer une convention dont l'objet est de définir les caractéristiques du partenariat et de fixer le montant ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée à Initiative Mayenne par Mayenne Communauté.

10 - Contrat de territoire départemental – affectation à 18 Communes d'une partie de la subvention du Département correspondant à l'enveloppe libre de Mayenne Communauté

M. SOUTIF expose :

Mayenne Communauté a conclu le 3 novembre 2016 avec le Département le contrat de territoire 2016-2021. L'article 2 prévoit d'allouer à Mayenne Communauté une enveloppe librement affectée de 348 287 € par an soit une dotation totale de 2 089 722 €.

Lors de la signature du Contrat, Mayenne Communauté avait retenu le projet de déploiement du Très Haut Débit sur l'intégralité de son territoire comme prioritaire avec affectation de l'intégralité de l'enveloppe libre au Syndicat Mixte Ouest (SMO) « Mayenne Très Haut Débit ».

Cependant, par courrier du 10 novembre 2017, Monsieur Le Président du Conseil Départemental faisait part à Monsieur Le Président de Mayenne Communauté des conditions très favorables de la délégation de service public et qu'aucune contribution ne sera sollicitée auprès des intercommunalités.

En mai dernier, après avoir actualisé son Plan pluri-annuel d'investissement, Mayenne Communauté envisageait initialement d'utiliser environ 1 190 000 € pour ses propres projets sur l'enveloppe libre de 2 089 722 €.

En conformité avec le pacte de solidarité approuvé par le conseil communautaire le 23 novembre 2017 et par les conseils municipaux, Monsieur Le Président de Mayenne Communauté a donc souhaité à titre complémentaire mettre en œuvre une solidarité exceptionnelle à destination des Communes en leur

affectant une partie de cette enveloppe libre soit près de 900 000 € à utiliser en 2018 et 2019. A l'issue du travail mené par le groupe solidarité, le Bureau communautaire a validé les critères de répartition de cette enveloppe entre les 33 Communes.

Aussi, par délibération du 17 mai 2018, le conseil communautaire avait décidé d'affecter aux 33 Communes de Mayenne Communauté une somme globale de 897 787 € issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté allouée par le Département.

Toutefois, le 17 juillet dernier, le Département nous a précisé qu'un seuil de 15 000 € devait être respecté par dossier. Or, d'après la répartition de l'enveloppe validée à l'unanimité lors du conseil du 17 mai dernier, 15 Communes bénéficient d'une dotation inférieure au seuil de 15 000 €.

Malgré cela, le Président de Mayenne Communauté a souhaité respecter l'engagement initial d'apporter une solidarité à toutes les Communes. En conséquence, les 33 Communes sont désormais scindées en 2 catégories.

Les 15 Communes dont la dotation est inférieure à 15 000 € bénéficieront d'un fonds de concours versé par Mayenne Communauté qui se substituera au Département.

Les 18 Communes dont la dotation est supérieure à 15 000 € continuent de pouvoir prétendre à une subvention allouée par le Département. Par conséquent, la part affectée aux Communes issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté est ramenée de 897 787 € en mai dernier à 758 460 € maintenant.

En contrepartie, Mayenne Communauté présentera au Département des projets intercommunaux pour lesquels elle sollicitera désormais une enveloppe de 1 331 262 € au lieu de 1 190 000 € envisagée précédemment.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme GENEST s'étant abstenue et MM. DELAHAYE ET BRODIN ayant voté contre) :

- **annule la délibération N°2 du 17 mai 2018 relative au contrat territorial départemental**
- **affecte désormais à 18 Communes une somme globale de 758 460 € issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté de 2 089 722 € allouée par le Département**
- **autorise Monsieur le Président à signer un avenant au contrat de territoire départemental conclu le 3 novembre 2016**
- **et sollicite le Département pour une répartition de cette enveloppe exceptionnelle de solidarité entre les 18 Communes comme suit :**

Communes	Droit à dotation calculée par MC
ALEXAIN	16 770
ARON	39 118
LA BAZOGE	26 570
BELGEARD	15 470
COMMER	32 226
CONTEST	22 235
GRAZAY	16 497
LE HORPS	21 215
JUBLAINS	16 779
LASSAY	63 841

MARCILLE	18 317
MARTIGNE	32 292
MAYENNE	316 148
MOULAY	21 298
PARIGNE	18 682
SAINT BAUELLE	29 040
ST FRAIMBAULT	24 449
SAINT GEORGES	27 513
TOTAL	758 460

11 - Contrat de territoire départemental – enveloppe libre de Mayenne Communauté - projets de Mayenne Communauté

M. SOUTIF expose :

Mayenne Communauté a conclu le 3 novembre 2016 avec le Département le contrat de territoire 2016-2021. L'article 2 prévoit d'allouer à Mayenne Communauté une enveloppe librement affectée de 348 287 € par an soit une dotation totale de 2 089 722 €.

Lors de la signature du Contrat, Mayenne Communauté avait retenu le projet de déploiement du Très Haut Débit sur l'intégralité de son territoire comme prioritaire avec affectation de l'intégralité de l'enveloppe libre au Syndicat Mixte Ouest (SMO) « Mayenne Très Haut Débit ».

Cependant, par courrier du 10 novembre 2017, Monsieur Le Président du Conseil Départemental faisait part à Monsieur Le Président de Mayenne Communauté des conditions très favorables de la délégation de service public et qu'aucune contribution ne sera sollicitée auprès des intercommunalités.

Par délibération de ce jour, il a été décidé d'affecter une partie de l'enveloppe libre du contrat territorial départemental à 18 Communes pour un montant global de 758 460 €.

Il est proposé que le reste de l'enveloppe libre, soit 1 331 262 €, finance des projets de Mayenne Communauté présentés dans le tableau suivant :

Projets Mayenne Communauté	Estimation travaux HT	Estimation subvention	% subvention
Réaménagement et sécurisation hall d'accueil du Grand Nord	130 000	65 000	50%
Programme hôtel de Ville et communautaire et aménagement nouvelle sortie rue de Verdun	800 000	400 000	50%
Aménagement aires d'accueil camping car à Mayenne, Montgiroux, Jublains et Lassay	246 000	24 600	10%
Viabilisation ZA développement durable (ZA des Chevreuils)	2 350 000	141 662	6%
Travaux camping	500 000	250 000	50%
Nouvelle déchetterie	900 000	450 000	50%

Compte tenu des changements intervenus depuis la signature du contrat en novembre 2016, pour l'affectation de l'enveloppe libre, il est nécessaire de conclure un avenant au contrat avec le Département. L'affectation d'une part, d'une partie de l'enveloppe libre à 18 Communes et d'autre part, à des projets dont la maîtrise d'ouvrage relève de Mayenne Communauté sera précisée dans cet avenant.

M. BRODIN : Dans l'alinéa 9, il y a plutôt 3 catégories. On est majoré pour les communes qui ont au moins 15 000 euros alors qu'au départ le seuil était plutôt de 3000 euros.

M. SOUTIF : Non, ça c'était bien avant.

M. BRODIN : C'est une majoration, c'est bien. Par contre, pour Mayenne il y a 30 % de majoration.

M. le Président : Ça vous ennuie ?

M. BRODIN : C'est une question de répartition.

M. le Président : Pourquoi voulez-vous que la solidarité se fasse toujours dans un sens ? Vous croyez que je n'ai pas de difficulté à Mayenne ? J'ai des charges de centralité que vous n'avez pas. M. Brodin, vous êtes quand même incroyable. Quand Mayenne a le niveau normal de répartition, systématiquement, vous êtes contre. En 2021, il y aura des élections cantonales et je vous demanderai ce que vous avez fait directement pour les Mayennais. A chaque fois qu'il y a quelque chose, vous êtes contre la ville de Mayenne.

M. BRODIN : Je vous ai dit que c'était 30 % et qu'il y avait 3 catégories et vous vous emportez.

M. SOUTIF : On y a travaillé en groupe solidarité et on avait mis des bémols en fonction de plusieurs critères : la richesse fiscale, l'effort fiscal et les charges de centralité. Tout le travail de fond qui a été fait est équitable. Comme il y a une grande partie qui est liée à la population, Mayenne est forcément importante avec 15 000 habitants sur 38 000.

M. BRODIN : Concernant la nouvelle déchetterie, pour moi ça doit être un budget annexe. Comme le service d'eau, d'assainissement, ce n'est pas le budget général.

M. SOUTIF : Le budget annexe doit s'équilibrer par ses propres ressources. Mais ses propres ressources sont aussi des cotisations des usagers de Mayenne Communauté et si on donne une subvention d'investissement à ce budget, ça nous facilite la possibilité de moins recourir à la participation des usagers.

M. BRODIN : De toute façon s'il y a une subvention, ça profite aux usagers. Il faut une transparence comme on a pour le service d'eau ou le service d'assainissement. Sur un budget ou un autre, ça ne donne pas les mêmes engagements.

M. SOUTIF : Il faut bien équilibrer partout. Soit c'est la fiscalité du budget général ou c'est la redevance incitative du budget déchets.

M. BRODIN : Vu que c'est incitatif, ça permet aux gens d'avoir bien conscience de la situation.

M. SOUTIF : C'est un point de vue et il est légitime.

M. DELAHAYE : Concernant le point 10 et le seuil à 15 000 € et le double mécanisme. Je me suis déjà exprimé en bureau mais je vais de nouveau le faire ce soir. J'ai suivi la demande de Mayenne Communauté de regrouper tout sur le même dossier alors que j'aurais pu en faire plusieurs. Au final, avoir fait ça, risque de m'handicaper pour lever les 32 000 €. Il y a une histoire de cumul de subventions qui ne va pas pouvoir être atteignable car tous les travaux ne sont pas réalisés et je ne sais pas si les devis correspondront exactement à la somme. Je risque de me retrouver pénaliser car je n'ai pas un traitement comme celui des moins de 15 000 €. J'aurais préféré avoir le même traitement. On m'a bien expliqué car il y avait une cinquantaine

de dossiers qui pouvaient être réalisés mais que le programme d'investissement n'était pas suffisamment élevé pour pouvoir lever les 2 000 000 € d'un coup pour la Communauté. J'avais demandé à titre dérogatoire que notre commune soit visée différemment. On m'a répondu oui en bureau mais en conseil on me dit non. C'est pour ça que je voterai contre.

Concernant le point 11, je voterai contre aussi. Différents projets apparaissent dans le listing dont un qui m'embête un peu, c'est le programme de l'hôtel de ville et de communauté – aménagement/sortie rue de Verdun à hauteur de 800 000 €. A mon sens, ce n'est pas une paille. Je découvre le sujet mais j'ai peut-être raté un épisode. Je préfère croire que c'est ça. Quand je fais le parallèle entre l'aménagement d'une rue pour un tel montant et l'aménagement de ma route du Berry que je trouve hyper dangereuse et qui coûterait 300 000 € et une rénovation de déchetterie à Commer qui coûterait trop cher aussi à 200 000 €, je vois mal comment je peux dire à mes administrés comment on peut mettre 800 000 € pour l'aménagement de cette rue et l'autre côté qu'on ne veuille pas sécuriser les agriculteurs du côté de Commer et Martigné et en plus qu'on leur ferme leur déchetterie. Pour moi, ce n'est pas cohérent en terme d'urgence de dossier. Mais une fois de plus, c'est un point de vue, vous avez le vôtre et j'ai le mien. On ne défend certainement pas les mêmes valeurs. C'est pour ça que je voterai contre.

M. SOUTIF : Concernant le point 10, c'est vrai que quand tu avais exposé ça en bureau, il y avait une possibilité de modifier la donne. Je ne m'y étais pas opposé et on l'a étudié depuis. J'ai repris le dossier de la commune de Commer qui avait un projet de 127 463 € de dépenses avec une affectation de 32 226 € d'enveloppe libre. Sachant qu'il y avait déjà 18 900 € en contrat de territoire sur la part communale. Quand on refait le calcul et qu'on prend toutes les subventions sans les 32 226 €, il reste 57 717 € de financement. Donc c'est la règle, qui n'est pas la nôtre mais celle du CGCT qui impose que le maître d'ouvrage doit financer le maximum même si c'est 50,1 %. C'est pour ça qu'on a gardé la proposition initiale pour ne pas te faire perdre 4 000 €.

Il faut essayer de faire un dossier par commune.

M. DELAHAYE : On pourrait faire plus simple mais on a fait plus compliqué.

M. le Président : Concernant l'autre point je considère que faire des travaux sur des locaux qui ont 40 ans et qu'on met en conformité en terme d'isolation n'est pas superflu. Je ne sais pas si certains viennent dans nos locaux l'été, c'est infernal. Je pense que c'est nécessaire. Je pense que dans vos mairies, vous avez des isolations de meilleure qualité. Mais on n'a pas les mêmes points de vue, j'imagine. L'hiver et l'été, c'est infernal.

M. BRODIN : Ca veut dire que s'il y a des mairies qui étaient dans ce cas—là, elles pourraient demander une subvention ?

M. le Président : C'est le siège social de la Communauté de Communes !

M. BRODIN : Pour moitié et pour l'autre moitié pour la ville !

M. le Président : Vous êtes vraiment insupportable ! Vous n'aimez vraiment pas la ville de Mayenne, c'est physique. Vous ne supportez pas la ville de Mayenne.

M. BRODIN : C'est votre point de vue. J'y suis né et j'y suis très bien.

M. le Président : Je prends tout le monde à témoin, dès qu'il est question de Mayenne vous êtes contre. C'est flagrant, il n'y a pas un dossier où vous n'avez pas une remarque désobligeante à faire. Les Mayennais vont s'en rappeler. Ils se rappelleront de ce que vous avez fait pour la ville de Mayenne.

M. SOUTIF : On est quand même un territoire où on n'a pas fait de dépenses somptuaires. Il y a beaucoup de territoires qui ont fait des hôtels de communauté complètement excentrés des mairies.

M. le Président : Allez voir ailleurs. Vous avez vu l'hôtel de communauté à Ernée ? Je ne critique pas, c'est leur volonté politique. Ici, on a fait avec les locaux qu'on avait. Ne me dites pas qu'on fait dans la folie ! On est dans la sagesse en permanence.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (Mme GENEST s'étant abstenue et MM. DELAHAYE ET BRODIN ayant voté contre) :

- sollicite le Département pour bénéficier de subventions dans le cadre de l'enveloppe libre pour les projets de Mayenne Communauté présentés ci-dessus
- et autorise Monsieur le Président à signer un avenant au contrat de territoire départemental pour acter ces nouvelles dispositions.

12 - Appel à projets région – enveloppe transition énergétique

M. SOUTIF expose :

Par délibération en date du 21 Décembre 2017, le Conseil communautaire a approuvé la candidature au « Contrat Territoire Région 2020 de Mayenne Communauté » (CTR) et a sollicité l'appui financier de la Région dans la mise en œuvre de ce contrat.

Signé le 12 Mars 2018, le CTR est un programme d'aides régional sur 3 ans (2018-2020). Une enveloppe de 2 992 000 € a été validée au titre des projets intercommunaux présentés dans cette candidature. 10 % des crédits de cette enveloppe sont consacrés à la transition énergétique, soit 299 200 €.

Au nom de la solidarité, et en plus de l'enveloppe du Contrat de territoire avec le Conseil départemental, il est proposé d'ouvrir la possibilité aux communes de solliciter une aide dans le cadre de cette enveloppe.

Cette nouvelle aide en faveur des communes prendra la forme d'un appel à projets, selon le cadre d'intervention suivant :

Cadre général :

- Un soutien exclusivement aux projets d'investissements (études liées incluses),
- 1 seul projet par commune,
- Une aide minimum de 10 000 € par projet,
- Une aide maximale de 30 000 € par projet,
- Participation minimale du maître d'ouvrage : 30 % de la dépense subventionnable,
- Cumul possible avec les subventions DETR, PLH, LEADER, ADEME, aides régionales sectorielles, etc. lorsque leur règlement l'autorise,
- La rénovation du bâti doit apporter un gain minimum de 40 % avec DPE à l'appui,
- Les projets doivent être engagés en 2020 au plus tard (signature devis et marchés),
- Le dossier complet du projet devra être transmis à la CC avant janvier 2020.

Échéancier :

- Date limite de dépôt des dossiers des communes pour le 20 Décembre 2018 : par courrier accompagné de la délibération d'approbation du projet et de sollicitation de l'aide régionale auprès de Mayenne Communauté, du plan de financement prévisionnel et d'une note descriptive du projet.

Projets éligibles autour de 5 piliers, conformément à la brique Transition énergétique du cadre d'intervention des CTR 2020 (cf. annexe 1e) :

- Pilier n° 1 : Production d'énergies renouvelables,
- Pilier n° 2 : Transformation du parc immobilier,
- Pilier n° 3 : Mobilité durable,
- Pilier n° 4 : Stockage de l'énergie et usages innovants,
- Pilier n° 5 : Réseaux intelligents.

Dans le cadre de ces 5 piliers, priorité sera donnée à :

- la rénovation de bâtiments (bonification possible avec le PLH),

Mayenne Communauté
Séance du 20 septembre 2018

- et la mobilité douce.

Principaux éléments constitutifs du dossier (voir cadre d'intervention du CTR en annexe 1f) :

- Délibération exécutoire approuvant l'opération et sollicitant une aide régionale dans le cadre du CTR,
- Une note synthétique du projet (contenu, contexte, localisation, calendrier, nature des dépenses...) ou le cahier des charges pour les études,
- Plan de financement prévisionnel (si non inclus dans la délibération) : récapitulatif des dépenses (HT/TTC) et recettes prévisionnelles du projet.

M. DELAHAYE : Est-ce qu'il y a un pourcentage de cadré initialement ?

M. SOUTIF : Ce n'est pas précisé ?

M. DELAHAYE : Qui va décider ? C'est la Région ou la Communauté ?

M. SOUTIF : Nous, on gère l'appel à projets. On demandera un avis technique à nos techniciens et on demandera à la région s'il n'y a pas un problème d'éligibilité. Le groupe solidarité délibérera ensuite sur les dossiers, puis en bureau et en conseil.

M. BRODIN : Ça veut dire que Mayenne Communauté pourrait demander pour la rénovation de l'immobilier.

M. SOUTIF : On ne s'est pas interdit que Mayenne Communauté candidate. On veut connaître les projets des communes et ensuite on arbitrera.

M. le Président : On s'adresse à l'ensemble des communes. Réagissez le plus vite possible. Au niveau communautaire, on aura toujours des propositions à faire.

M. SOUTIF : Au départ, on voulait faire que des projets pour les communes. Mais, on sort d'une période de TEPCV, les communes n'ont peut-être pas le financement pour d'autres projets malgré les subventions.

M. BRODIN : Comme j'aime bien Mayenne, je pense qu'elle peut demander aussi.

M. le Président : Ne me faites pas de provocations M. Brodin. Ça va pour ce soir. Je suis quand même fier de ce qu'on fait. On est systématiquement à la recherche de subventions. Je remercie tous nos services. On est vu comme un territoire énergique.

M. MOLL : J'ai bien entendu que ça s'adressait aux collectivités porteuses de projets. Un petit mot sur le calendrier concernant le solaire car le Préfet a donné son accord pour déroger à la loi Barnier. Le dossier est aujourd'hui au stade de l'enquête publique jusqu'au 6 octobre. Pour l'instant, personne ne s'est manifesté. C'est une opération qui pourrait débuter en 2019 pour être opérationnelle en 2020.

M. le Président : Ça correspond aux besoins d'une population de 4800 habitants.

M. LE SCORNET : St Fraimbault va devenir la capitale du panneau solaire.

M. SOUTIF : Je rappelle que nous allons la semaine prochaine au ministère des transports. On a été retenu sur le projet French Mobility. L'ADEME financerait 50 %, ça vaut le coup !

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, propose le lancement de cet appel à projets à destination des communes. A noter que Mayenne Communauté est également susceptible de présenter un projet au titre de cette enveloppe. Aussi, le respect du calendrier permettra d'étudier l'ensemble des projets simultanément de répondre dans les meilleurs délais à chaque commune sur le montant alloué au titre de cette enveloppe.

M. TRANCHEVENT expose :

Le budget annexe de la zone d'activités de Montrieux pour 2018 a été adopté par délibération du 12 avril dernier.

Afin d'intégrer au budget la dépense relative à des travaux de voirie, il convient d'ajuster le budget au moyen d'une décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
011	605	travaux	710,00	
75	7552	Prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal		710,00
TOTAL DM n°1			710,00 €	710,00 €
Pour mémoire BP 2018			200,00 €	200,00 €
TOTAL APRES DM n°1			910,00 €	910,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe de la zone d'activités de Montrieux telle qu'elle est présentée.

14 - Economie – Tourisme - Taxe de séjour

M. BORDELET :

Modification de la Délibération du 28 juin 2018 portant sur la détermination des tarifs 2019 de la taxe de séjour :

Le Conseil Communautaire a délibéré le 28 juin dernier sur les tarifs de la taxe de séjour 2019.

Lors de la préparation des éléments de communication vers les hébergeurs, nous avons constaté en échangeant avec le cabinet Nouveaux Territoires, qu'il y avait une erreur de compréhension du texte de loi.

En effet, le tarif plafond à prendre en considération n'est pas celui voté par la collectivité pour les hôtels 4 *** (sur MC 0.80 €) mais bien celui déterminé au niveau national (2.30 €). Cela s'applique car nous avons un montant de taxe pour les palaces supérieur à 2.30 € (4 € chez nous).

Si nous souhaitons maintenir le plafonnement à 0.80 €, nous devons modifier le montant de la taxe pour les hôtels 5 * et palaces. Cela n'a pas d'impact pour nous car nous n'avons pas ce type d'établissements. Pour respecter la règle de la dégressivité ainsi que les tarifs planchers, le tarif 5 * doit être à minima de 0.80 €. Idem pour les palaces.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, modifie la délibération du 28 juin 2018.

Modification de l'article 4

Catégories d'hébergement	2019
Palaces	0.80

Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0.80
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0.80
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0.80
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.70
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0.60
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.55
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20

Modification de l'article 5

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 4, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 4 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles (0,80 €). Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

15 – Aménagement - Prise de participation de Mayenne Communauté au capital de Laval Mayenne Aménagements

M. VALPREMIT expose :

Le Plan Stratégique de la SEM Laval Mayenne Aménagements (LMA), approuvé le 18 janvier 2018 par son conseil d'administration, a décidé l'ouverture du capital de la SEM à de nouveaux partenaires, notamment à l'ensemble des EPCI de la Mayenne, à la Région des Pays de la Loire et aussi à des banques.

Après consultation, Mayenne Communauté a validé au conseil communautaire du 28 juin dernier le principe d'une prise de participation à la SEM Laval mayenne Aménagements. 4 autres EPCI de la Mayenne (CC de Craon, Meslay Grez, Avaloirs et Coëvrons) entreront également au capital de LMA.

Le conseil d'administration de LMA a donc, par délibération du 04 juillet 2018, engagé la procédure d'augmentation du capital de la société et convoqué une assemblée générale le 09 novembre 2018. Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, la souscription des actions par Mayenne Communauté, ainsi que les modalités futures de représentation de l'EPCI au sein de la société, doivent être approuvées par le conseil communautaire. Vous trouverez donc en annexe 1a les éléments transmis par LMA qui seront soumis au conseil communautaire du 20 septembre prochain (projets de statuts, etc.).

L'entrée au capital de la communauté de communes se traduira par :

Mayenne Communauté
Séance du 20 septembre 2018

- la souscription de 2.941 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 15,25 €, soit la somme de 44.850,25 €,
- et le versement, à titre de prime d'émission, de la somme de 1,75 € par action, soit la somme de 5.146,75 €

La Communauté de communes sera représentée au sein des assemblées générales de la société LMA par 2 représentants : il vous est proposé de désigner Michel ANGOT et Antoine VALPREMIT.

Représentation au sein du conseil d'administration : Dans la mesure où le conseil d'administration de LMA comprend 18 membres, soit le maximum autorisé par le code de commerce (L225-17), il sera créé une assemblée spéciale regroupant les actionnaires publics ne disposant pas d'un siège au conseil d'administration. Les nouveaux actionnaires de la société seront réunis au sein d'une assemblée spéciale, laquelle disposera de deux sièges au sein du conseil d'administration.

Conventionnement avec la région Pays de la Loire :

Par ailleurs, dans cette nouvelle répartition du capital de la SEM LMA, il est proposé que la Région Pays de la Loire se porte acquéreur de 11 764 actions. La Région intervenant en complémentarité de la compétence de Mayenne Communauté en matière d'aide à l'immobilier d'entreprise (en application de la loi NOTRe du 7 août 2015), il est nécessaire que la région signe une convention avec notre collectivité afin de mettre en œuvre cette acquisition. Vous trouverez en annexe 1d le projet de convention prévue entre chaque EPCI et la Région des Pays de la Loire.

M. le Président : J'ai donné les clés du Pôle Santé à LMA. Ce sont eux qui ont la gestion totale des locaux. Les contrats sont signés à 96 %. Tout va ouvrir au fur et à mesure. La pharmacie ouvrira à la mi-octobre. Tout va pour le mieux. On est venu me dire qu'il est beau mais qu'il est vide. La médiane est devenue quelque chose d'insupportable à mes oreilles. Pour la piscine, on me dit que ça glisse toujours. Il n'y a eu qu'un accident cet été.

M. MOLL : LMA a acheté en VEFA. Si demain, il y a 20 % d'occupants, les loyers sont supportés par LMA et non pas par Mayenne Communauté.

M. le Président : LMA a bien joué le jeu et nous a bien aidés. C'est un partenaire incontournable. On a encore besoin d'eux pour porter d'autres projets.

M. LE SCORNET : C'est un outil indispensable en terme de développement économique, notamment pour l'accompagnement des entreprises. Aujourd'hui, les entreprises n'ont pas forcément envie d'investir dans du bâtiment mais plutôt dans des machines ou de la ressource humaine. Toutes les communautés de communes ne sont pas représentées dans le conseil d'administration, pourquoi ?

M. le Président : Ce sont les mêmes qui n'ont pas voulu adhérer à l'EPFL. Je ne cite pas les mauvais camarades. C'est leur volonté. A mon avis, elles viendront.

M. COULON : Est-ce que c'est possible d'avoir le listing des praticiens.

M. MOLL précise qu'un document sera adressé à toutes les communes.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- désigne Michel ANGOT et Antoine VALPREMIT au sein des assemblées générales de la société LMA
- valide cette convention et autorise M. le Président à la signer.

16 - Approbation du Programme Local de l'Habitat 2018- 2023

M. VALPREMIT expose :

Mayenne Communauté a lancé en accompagnement de sa réflexion SCOT-PLUi une nouvelle démarche de PLH (Programme Local de l'Habitat).

Le PLH, joint à la présente délibération, comprend :

- Un diagnostic du territoire
- Un document d'orientations : définition des objectifs de production en logements à l'horizon 2023 et des orientations pour la politique de l'habitat
- Un programme d'actions
- Une enquête du foncier mobilisable.

Les enjeux définis dans le diagnostic

A partir du diagnostic, 5 enjeux ont été définis :

- Le développement d'une politique de logements, d'équipements et de services favorables à l'attractivité du territoire en particulier pour les jeunes ménages avec enfants
- L'adaptation du parc des logements à l'évolution du profil des ménages (notamment avec le vieillissement de la population et la diminution de la taille des ménages)
- La rénovation, le renouvellement du parc et la mobilisation du foncier en centre-ville – bourg
- La pérennisation des réponses à destination des publics spécifiques
- La mise en œuvre d'une gouvernance renouvelée pour le PLH et la réflexion sur la gestion de la demande locative sociale et des attributions en lien avec les évolutions de loi Égalité et Citoyenneté

Les éléments de synthèse du document d'orientations

1) Les orientations qualitatives pour la politique de l'habitat

Les cinq enjeux issus du diagnostic guident les priorités du nouveau PLH de Mayenne Communauté.

Quatre orientations ont ainsi été retenues au titre du nouveau PLH :

- Orientation 1 : Développer un habitat répondant aux besoins des ménages dans leur diversité
- Orientation 2 : Conforter les centres-bourgs et l'attractivité du parc existant
- Orientation 3 : Assurer les réponses aux différents besoins des populations spécifiques
- Orientation 4 : Suivre et mettre en œuvre la politique de l'habitat, avec des moyens et des partenariats adaptés

2) Les objectifs de production en logements

Sur les 6 ans du PLH 2018 – 2023, l'offre nouvelle est estimée à 1 000 logements (soit 167 logements par an) avec un objectif de remobilisation du parc vacant à hauteur de 10 % de cette nouvelle offre

L'objectif qualitatif de cette nouvelle offre est le suivant :

- 15 % en locatif social
- 30 % en accession sociale (PSLA, PTZ)
- le reste (55%) en marché libre

Ces objectifs ont été déclinés par commune en fonction de la typologie définie pour la définition de l'armature urbaine de Mayenne Communauté.

Les objectifs globaux, en locatif social et en accession sociale et maîtrisée sont présentés par commune, sous forme de tableaux situés ci-dessous

Les objectifs globaux

		Objectif sur 6 ans (PLH 2018-2023)	Soit par an (Arrondis)
Le pôle majeur	Mayenne	360	60
Les deux pôles structurants	Lassay-les-Châteaux	60	10
120 logements	Martigné-sur-Mayenne	60	10
Les bourgs intermédiaires	Commer	40	7
80 logements	Saint-Georges-Buttavent	40	7
Les communes de la couronne mayennaise	Aron	48	8
	La Bazoge-Montpinçon	30	5
	Moulay	40	7
	Parigné-sur-Braye	30	5
214 logements	Saint-Sauvère	36	6
	Saint-Fraimbault-de-Prêtres	30	5
Total Mayenne Communauté		1 000	Environ 167

		Objectif sur 6 ans (PLH 2018-2023)	Soit par an (Arrondis)
Les communes rurales en dynamique de développement	Belgeard	12	2
	Champéon	18	3
	Charchigné	15	3
	Confest	10	2
	Grazay	15	3
	Jublains	20	3
	La Chapelle-au-Riboul	10	2
	La Haie-Traversaine	10	2
	Le Horps	20	3
	Le Ribay	12	2
188 logements	Marcellé-la-Ville	12	2
	Montreuil-Poulay	12	2
	Sacé	20	3
	Alexain	8	1
	Hardanges	4	1
	Le Housseau-Brétignolles	6	1
	Placé	1	Moins de 1
	Thubeuf	6	1
	Rennes-en-Grenouilles	3	1
	Sainte-Marie-du-Bois	4	1
40 logements	Saint-Germain-d'Anxure	4	1
	Saint-Julien-du-Terroux	4	1
Total Mayenne Communauté		1 000	Environ 167

Les objectifs en accession sociale et maîtrisée

	En accession sociale (PSLA) sur six ans	En accession intermédiaire (PTZ) sur six ans
Mayenne	71 logements soit environ 20% de la production en logements	40 logements soit environ 11% de la production en logements
Les 2 polarités structurantes ou en devenir (Lassay & Martigné)	20 logements sur ces deux pôles, soit environ 16% de la production	20 logements, soit environ 16% de la production en logements
Les 2 bourgs intermédiaires et Les 6 communes de la couronne mayennaise	Un objectif de 59 logements au total sur les 8 communes, soit environ 20% de la production	Un objectif de 45 logements au total sur les 8 communes, soit environ 15% de la production en logements
Les 13 communes rurales en dynamique de développement	Pas d'objectif en accession sociale (PSLA)	Un objectif de 35 logements au total sur les 12 communes, soit environ 20% de la production en logements
Les 9 communes rurales en maintien démographique	Pas d'objectif en accession sociale (PSLA)	Un objectif de 10 logements au total sur les 10 communes, soit environ 20% de la production en logements
EPCI	150 en six ans	150 en six ans

Les Objectifs en locatifs sociaux

	Nb de logts sociaux existants		Objectifs sur 6 ans en locatif social
	des bailleurs HLM	des Communes	
Mayenne	1 189	16	70 logements
Lassay-les-Châteaux	76	8	8 à 10
Martigné-sur-Mayenne	20	3	8 à 10
Commer	-	9	5 à 8
Saint-Georges-Buttavent	-	7	5 à 8

Aron	6	44	5 à 8
La Bazoge-Montpinçon	1	3	5 à 8
Moulay	-	6	5 à 8
Parigné-sur-Braye	7	2	5 à 8
Saint-Baudelle	4	7	5 à 8
Saint-Fraimbault-de-Prières	6	3	5 à 8
Belgeard	2	2	2 à 4
Champéon	4	14	2 à 4
Charchigné	-	25	2 à 4
Contest	3	9	2 à 4
Grazay	6	8	2 à 4
Jublains	6	5	2 à 4
La Chapelle-au-Riboul	10	10	2 à 4
La Haie-Traversaine	6	2	2 à 4
Le Horps	18	41	2 à 4
Le Ribay	2	16	2 à 4
Marcillé-la-Ville	13	18	2 à 4
Sacé	2	2	2 à 4
Montreuil Poulay	-	5	2 à 4
Alexain	-	5	Aucun objectif
Saint-Germain-d'Anxure	-	4	
Hardanges	-	8	
Le Housseau-Brétignolles	-	1	
Placé	-	4	
Rennes-en-Grenouilles	-	-	
Sainte-Marie-du-Bois	-	4	
Saint-Julien-du-Terroux	2	10	
Thubœuf	-	5	
EPCI	1 384	304	Au moins 155

L'enquête du foncier mobilisable

Pour répondre à l'objectif d'une offre nouvelle de 1 000 logements sur 6 ans (2018 – 2023), le service Urbanisme de Mayenne Communauté a établi, avec les élus des communes, des cartes du foncier mobilisable de leur centre-ville / bourg, voire de certains hameaux.

Le foncier total constructible des communes pourrait permettre la construction de 3 563 logements, dont :

- 2 321 en extension urbaine
- 704 en densification des zones urbaines
- 538 en lotissements en cours de commercialisation.

		Objectif sur 6 ans (PLH 2018 - 2023)	Nombre de logements défini par l'enquête du foncier			
			En extension	En lotissement	En densification	Total
Le pôle Majeur	Mayenne	360	132	294	268	694
Les 2 pôles structurants	Lassay-les-Châteaux	60	77	10	28	115
	Martigné-sur-Mayenne	60	80	0	17	97
Les bourgs intermédiaires	Commer	40	69	23	18	110
	Saint-Georges-Buthavant	40	229	15	51	295
Les communes de la couronne Mayennaise	Aron	48	423	43	16	482
	La Bazoge-Montpinçon	30	35	12	33	80
	Moulay	40	279	13	10	302
	Parigné-sur-Braye	30	77	0	0	77
	Saint-Baudelle	36	107	4	0	111
	Saint-Fraimbault-de-Prières	30	48	5	10	63
Les communes rurales en dynamique de développement	Belgeard	12	125	5	86	216
	Champéon	18	0	11	8	19
	Charchigné	15	54	3	8	65
	Contest	10	0	3	33	36
	Grazay	15	124	1	11	136
	Jublains	20	19	17	31	67
	La Chapelle-au-Riboul	10	11	2	10	23
	La Haie-Traversaine	10	11	18	16	45
	Le Horps	20	84	5	0	89
	Le Ribay	12	58	6	1	65
	Marillé-la-Ville	12	87	7	12	106
	Montreuil-Poulay	12	0	19	5	24
	Sacé	20	81	7	3	91
Les communes rurales en dynamique de maintien démographique	Alexain	8	27	0	2	29
	Hardanges	4	10	0	4	14
	Le Housseau-Brétignolles	6	28	2	13	43
	Placé	1	21	2	1	24
	Rennes-en-Grenouilles	3	4	0	0	4
	Saint-Germain-d'Anxure	4	13	0	0	13
	Saint-Julien-du-Terroux	4	0	6	0	6
	Sainte-Marie-du-Bois	4	8	0	0	8
Thubœuf	6	0	5	9	14	
Total Mavenne Communauté		1 000	2 321	538	704	3 563

Le programme d'actions

Un programme de 16 actions a été défini sur la base des 4 orientations pour la politique de l'habitat.

Ces actions permettent, entres autres, de soutenir les porteurs de projets et associations

- aide financière et technique aux communes pour l'acquisition du foncier, la réalisation d'études urbaines et suivi de la maîtrise urbaine, la construction et réhabilitation de leur parc locatif à vocation sociale, la démolition de logements,
- aide financière aux bailleurs sociaux pour des opérations de construction et réhabilitation de logements
- aide financière et technique aux propriétaires du parc privé pour l'amélioration de leur logement au niveau de l'énergie, de l'accessibilité ou de l'habitat indigne et dégradé.
- Soutenir les missions des associations œuvrant dans le domaine de l'habitat.

Un budget annuel de près de 300 000€ pourrait répondre à la réalisation de ces actions.

Orientations	N°	Actions	Total
Orientation 1 : Développer un habitat répondant aux besoins des ménages dans leur diversité ¹	1	Assurer le suivi de la programmation de logements et anticiper sur les problématiques foncières	150 000 €
	2	Améliorer la qualité des constructions et des projets d'aménagement	210 000 €
	3	Assurer la mixité sociale dans l'offre de logements produits	500 000 €
Orientation 2 : Conforter les centres-bourgs et l'attractivité du parc existant	4	Soutenir la réhabilitation et renouvellement du parc locatif social	100 000 €
	5	Mettre en œuvre un nouveau dispositif d'amélioration du parc privé	693 240 €
	6	Accompagner les communes sur le volet opérationnel de revitalisation des centres ville - bourg	
Orientation 3 : Assurer les réponses aux différents besoins des populations spécifiques	7	Améliorer l'accessibilité du parc locatif social existant pour les personnes en perte d'autonomie	Animation du PLH
	8	Faciliter la mise en œuvre d'opérations répondant aux attentes des personnes vieillissantes	
	9	Maintenir les actions en faveur du logement des jeunes qui répondent globalement aux besoins	
	10	Maintenir les actions en faveur du logement des personnes défavorisées qui répondent globalement aux besoins	
	11	Etudier les besoins et produits « habitat » à développer répondant aux attentes des Gens du Voyage	
Orientation 4 : Suivre et mettre en œuvre la politique de l'habitat, avec des moyens et des partenariats adaptés	12	Renforcer le dispositif d'observatoire de l'habitat et du foncier	98 592,00 €
	13	Mettre en place un Comité de suivi du PLH	
	14	Maintenir les partenariats avec les associations locales ainsi que les dispositifs de communication et d'information existants	Animation du PLH
	15	Mettre en place un cadre contractuel et partenarial avec les bailleurs sociaux	
	16	Mettre en place la Conférence Intercommunale du Logement et les outils de gestion de la demande locative sociale et des attributions	25 000,00 €
TOTAL			1 776 831,98 €
Moyenne annuelle			296 139 €

M. BRODIN : C'est une bonne chose de compléter car ça répartit sur l'ensemble du territoire.

Après les avis favorables des 33 communes enregistrés avant le 2ème arrêt du projet et vu les avis tout aussi favorables transmis par M. Le Préfet de la Mayenne et le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement des Pays de Loire en dates des 9 mai et 24 mai et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le PLH et toutes les pièces qui le composent telles que présentées au 2ème arrêt, à savoir : le diagnostic, le document d'orientations, l'enquête du foncier disponible et le programme d'actions**
- **réserve les crédits prévus pour la réalisation des actions sur les exercices budgétaires à venir**
- **et autorise le Président à signer toutes les pièces nécessaires à sa mise en œuvre.**

17 - PLH – Aide à la construction / réhabilitation des logements locatifs sociaux

M. VALPREMIT expose :

Le Programme Local de l'Habitat actuel (2014 – 2019) prévoyait d'attribuer une aide financière pour les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux, sous réserve de répondre à des critères d'économie d'espace, de qualité sociale ainsi qu'environnementale.

Deux dossiers qui nous avaient préalablement été présentés et pour lesquels des crédits avaient été réservés au budget sont désormais aboutis et les demandes officielles de financement nous sont parvenues, en juin 2018, de Mayenne Habitat.

CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS A ST GEORGES BUTTAVENT. MONTANT DE LA SUBVENTION DEMANDEE : 4 500 €

Cette opération comprend la construction de 3 logements locatifs sociaux individuels (2 T3, 1 T4 / 2 PLUS et 1 PLAI), dans le centre bourg.

Le coût total de l'opération pour la construction des 3 logements est de 365 364€ TTC subventionnée à hauteur de 3 600€ par l'État.

Dans le cadre du programme d'actions du PLH et sur les bases du « permis à points », cette opération est éligible à une aide de 1 500€ par logement, soit un total de 4 500€.

La livraison de l'opération est prévue pour 2019.

REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS COLLECTIFS, RUE G. GUYNEMER A MAYENNE. MONTANT DE LA SUBVENTION DEMANDEE : 80 000€

Cette opération comprend la réhabilitation de 16 logements locatifs sociaux collectifs (10 T3, 6T4), situés rue G. Guynemer à Mayenne. Ces logements mis en service en 1958, n'avaient fait l'objet jusque-là d'aucune réhabilitation.

Les travaux permettront un gain énergétique de 112,6 kWep/m2 et le passage de l'étiquette D à l'étiquette B (isolation extérieure et des combles, création d'une production d'Eau Chaude Sanitaire collective, installation de robinets thermostatiques, remplacement des portes de halls avec interphonie et des portes palières, création d'une ventilation mécanique basse pression).

Des travaux de confort et de sécurité seront également réalisés (mise aux normes électrique des logements et parties communes, remplacement des éviers, meubles sous éviers et robinetterie des cuisines, réfection des revêtements muraux et parties communes, réfection des balcons, réhabilitation des 12 garages).

Le coût total de l'opération est de 651 750€ TTC, subventionnée à hauteur de 20 800 € par l'État et 25 600€ par le Feder.

Dans le cadre du programme d'actions du PLH, cette opération est éligible à une aide plafonnée à 5 000€ par logement, soit un total de 80 000€.

La livraison de l'opération est prévue pour février 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- compte tenu des crédits disponibles, valide le montant de l'aide à verser à Mayenne Habitat

- pour l'opération de construction de 3 logements à St Georges Buttavent, au regard du dossier de demande complet reçu en juin 2018, soit la somme de 4 500 €***
- pour l'opération de réhabilitation des 16 logements, situés rue Guynemer à Mayenne, au regard du dossier de demande complet reçu en juin 2018, soit la somme de 80 000 €***

- autorise le Président à signer les conventions qui seront passées entre Mayenne Communauté et Mayenne Habitat afin de formaliser les modalités de ces aides.

18 - Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Commission de suivi de site de la société Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse (PCAS) – Renouvellement des membres

M. TRANCHEVENT expose :

Le conseil communautaire du 24 mars 2016 a désigné M. PECCATTE (titulaire) et M. COULON (suppléant) pour représenter la collectivité au sein de la commission de suivi de site de la société PCAS (Produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse) située sur la commune de Rives d'Andaine (61). Les membres de cette commission sont nommés par arrêté préfectoral et la préfecture de l'Orne nous sollicite dans le cadre du renouvellement de ses membres.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, reconduit Messieurs Peccatte et Coulon en qualité de représentants de Mayenne Communauté auprès de la commission de suivi de site de la société PCAS (produits Chimiques Auxiliaires et de Synthèse).

19 - Programme de prévention – Animations scolaires – Groupement d'achat

M. TRANCHEVENT expose :

Depuis 2003, les communautés de communes de Haute-Mayenne mettent en œuvre des animations scolaires sur la prévention des déchets à destination des enfants de cycles 1, 2 et 3 des écoles de leur territoire. La Communauté de communes de l'Ernée coordonne cette coopération avec la Communauté de communes du Bocage Mayennais et Mayenne Communauté.

En 2017-2018, ce sont 40 animations qui ont été financées ce qui représente environ 800 élèves sensibilisés au tri des déchets, à l'environnement, au compostage et au gaspillage alimentaire. Le coût total HT est de 8 883,24€.

Le groupe de travail « prévention déchets » du 26 février dernier a souligné l'importance de maintenir auprès des scolaires le même niveau d'animations que les années précédentes :

- financement de 40 animations pour le territoire de Mayenne Communauté,
- gratuité pour les écoles
- groupement d'achat avec les CC de l'Ernée et du Bocage Mayennais

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide l'organisation précitée,
- participe à ce groupement d'achat
- et autorise le Président à signer tous les documents nécessaires au bon déroulement de ce dossier.

20 - Adoption du rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif – Exercice 2017

M. BOURGUIN expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Un exemplaire de ce rapport doit également être transmis aux communes adhérentes pour être présenté à leur conseil municipal dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

En 2017, le SPANC de Mayenne Communauté :

- a instruit 117 dossiers (+12) dans le cadre du contrôle de conception
- a contrôlé 111 installations neuves (+ 33) dans le cadre du contrôle de réalisation
- a contrôlé 81 installations (+4) dans le cadre d'une vente d'un bien immobilier
- a vérifié le bon fonctionnement de 498 installations (+ 66)

Sur le plan financier, le résultat de fonctionnement propre à l'exercice 2017 est déficitaire de 27 109,67 €. Après intégration du résultat 2016 excédentaire de 47 283,50€, la section d'exploitation laisse apparaître un résultat de clôture 2017 excédentaire de 20 173,83 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'Assainissement Non Collectif.

21 – Jeunesse - Malles pédagogiques

M. BOISSEAU expose :

Mayenne Communauté via la ludothèque a mis en place des malles pédagogiques pour accompagner les communes dans leur offre des Temps d'Animation Périscolaire.

Ces temps évoluant, il est nécessaire de se re-questionner sur le fonctionnement de cette offre. En effet à la rentrée 2018-2019, seules 8 communes (Belgeard, La Bazoge, Lassay, Le Ribay, Mayenne, Montreuil Poulay, Sacé et Commer que pour les primaires) gardent un rythme scolaire de 4 jours et demi et mettent en place des TAP.

Mayenne communauté possède 48 malles. À la rentrée, seules 23 malles par période (vacances à vacances) devraient être sollicitées.

Il est proposé d'ouvrir le prêt à d'autres types de structures soit par ordre de priorité :

1. Les ALSH avec TAP
2. Les ALSH extra et périscolaires
3. Les écoles
4. Autres structures

Il est également nécessaire d'adapter la tarification pour avoir un tarif plus juste et plus propice au prêt ponctuel.

Il vous est proposé de rattacher le prêt des malles au fonctionnement de la ludothèque et que les structures qui souhaitent emprunter des malles deviennent adhérentes à la ludothèque :

- soit 30 € par an pour la ludothèque seule
- Soit 50 € en cas de double adhésion à la ludothèque et au service de Prêt aux Collectivités (25 € ludothèque et 25 € SPC).

Puis, pour chaque emprunt de malles :

- Entre 1 à 9 malles par année scolaire : 10€ par malle
- 10 ou plus malles par année scolaire : forfait de 90€.

Cette adhésion permet en plus des malles :

- l'emprunt de jeux
- un accompagnement autour de projets ludiques
- une intervention auprès du public.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouvelles modalités.

22 – Marchés publics - Retenues et pénalités concernant les marchés de travaux du centre aquatique intercommunal

M. BOISSEAU expose :

VU les délibérations du conseil communautaire suivantes :

- en date du 13 mars 2012 autorisant le lancement de l'opération centre aquatique intercommunal et approuvant son programme et plan de financement, fixant l'enveloppe financière de l'opération à 10 250 000 € TTC dont 6 950 000 HT pour les travaux,
- en date du 15 mars 2013 arrêtant la désignation des équipes de maîtrise d'œuvre admises à concourir,
- en date du 4 juillet 2013 concernant le marché de maîtrise d'œuvre, le choix du lauréat et l'autorisation de signature du marché négocié,
- en date du 7 novembre 2013 autorisant le lancement d'une étude réseau de chaleur et chaufferie bois,
- en date du 3 juillet 2014 validant le projet à la phase APS Avant-Projet Sommaire et l'attribution d'un budget supplémentaire pour les fondations spéciales, l'enfouissement de la ligne à haute tension et les options (garde-corps rabattables, bassins inox revêtu, chaufferie bois et espace bien-être), ainsi que l'augmentation du coût de la maîtrise d'œuvre liée à ses travaux supplémentaires amenant le projet du centre aquatique à 13 347 388 € TTC (en prenant en compte une révision de prix sur travaux estimé de 5 % lié à la variation de l'indice des prix à la construction) et le montant estimatif des travaux à 8 752 500 € HT,
- en date du 9 octobre 2014 validant le projet à la phase APD Avant-Projet Définitif et portant l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 8 682 000 € HT,
- en date du 11 décembre 2014 autorisant le lancement de l'appel d'offres de marché de travaux intitulé : « Travaux de construction du bâtiment centre aquatique intercommunal situé à Mayenne » et des travaux d'aménagement de ses abords intitulé : « Travaux de réalisation des abords du centre aquatique situé à Mayenne (giratoire, parking, accès routiers et réseaux)»,
- en date du 5 mai 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux du lot n° 1,
- en date du 21 mai 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux des lots 2 à 15,
- en date du 9 juillet 2015 attribuant et autorisant la signature des marchés de travaux du centre aquatique pour les lots n° 3, 4 et 7 et informant du bilan de l'attribution des 15 lots de travaux pour un montant de 7 653 371,71 € HT,
- en date du 27 juillet 2017 attribuant à l'entreprise SNIDARO le marché n° 17TRA23 intitulé « Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne : travaux de carrelage, faïence et hammam » pour un montant de 464 995,08 € HT,
- en date du 17 mai 2018 annulant pour l'ensemble des entreprises les pénalités du CCAP du marché de travaux du centre aquatique intercommunal pour les pénalités du chapitre 6.3.2 absences aux réunions Pour un montant de 58 400 €,

CONSIDERANT le décret du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,

CONSIDERANT le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009,

CONSIDERANT le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux conformément au décret n° 83-905 du 7/10/83 et ses annexes et au décret 87.253 du 8/04/87 et aux annexes 1 et 2 du décret 88.534 du 4/05/88 et décret n°90.617 du 12/07/90 et ses annexes 1 et 2,

CONSIDERANT le Cahier des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU) tels qu'ils sont énumérés aux annexes 1 et 2 de la circulaire du 17 juin 1988 du Ministère de l'Economie et des Finances (suivant décret n°93-1164 du 11/10/93),

CONSIDERANT le décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993,

CONSIDERANT le cahier des clauses administratives particulières CCAP des marchés publics de travaux du centre aquatique intercommunal,

CONSIDERANT le cahier des clauses techniques particulières CCTP de construction d'un centre aquatique n°00,

CONSIDERANT les prescriptions communes à l'ensemble des lots.

Dans son chapitre 6 DELAIS PENALITES le cahier des clauses administratives particulières du CCAP des marchés publics de travaux du centre aquatique intercommunal précise :

« ...6.3 Retenues et pénalités

Les retenues décrites ci-dessous seront considérées comme provisions mais pourront être transformées en pénalités définitives. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer ces retenues en cours ou en fin de travaux s'il considère que le fait à l'origine de la retenue est réglé ou sans incidence notable...

6.3.1 Retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, le montant de la pénalité journalière de retard est de 2/3000ème du montant contractuel des travaux (avec un minimum de 300€ HT)...

...

6.3.3 Remise de documents

...Retenue journalière de 200 € HT par jour calendaire et par document...

6.3.4 Levée des réserves

A l'issue du délai, fixé par le Maître d'œuvre en annexe du PV de réception, accordé pour lever les réserves constatées lors des opérations préalables à la réception, une retenue journalière de 2/3000ème du marché de base HT (avec un minimum de 300 € HT) pourra être appliquée au décompte final de l'entreprise.

6.3.5 Nettoyage, évacuation des gravats, stockage des déchets

Pour tout défaut ou retard de nettoyage, non évacuation des gravats une retenue journalière de 300 € HT...

6.3.6 Remise en état des lieux

Pour tout défaut ou retard dans la remise en état des lieux à la fin de l'intervention de l'entrepreneur, une retenue journalière de 300 € HT sera appliquée. » ...

Le chantier de la VAGUE arrive à sa fin et le délai accordé pour lever les réserves est maintenant expiré. Un arrêt technique ayant été programmé du 25 juin au 6 juillet 2018, il a été organisé la possibilité pour les entreprises de venir lever les dernières réserves avant le 28 juin 2018.

Le chantier a connu des aléas en raison de la défaillance du titulaire du Lot N° 7 « Carrelage, Faïence, Sauna, Hammam » et un retard de planning qui ne peut être imputé à l'ensemble des entreprises.

Les entreprises ont dû réorganiser leur plan de charge global afin de pouvoir intervenir bien au-delà du délai prévu dans le planning initial de l'opération. Beaucoup d'entre elles ont été très professionnelles et ont fait preuve de beaucoup de sens de l'adaptation dans un contexte compliqué. En effet, lorsqu'un décalage de plusieurs mois impacte un projet, les entreprises ont déjà pris des engagements sur d'autres projets et la planification des interventions au-delà des dates initiales n'est pas aisée.

Toutefois quelques entreprises, peu nombreuses, n'ont toujours pas terminé leurs interventions ou n'ont pas assuré dans les temps impartis les opérations nécessaires aux levées de réserves et ont, de ce fait, beaucoup impacté la mise en exploitation de l'équipement.

Pour 12 lots du marché de travaux du centre aquatique, les décalages de planning et retards d'exécution, n'ont pas eu d'impact sur le fonctionnement de l'établissement, la sécurité des usagers ou les consommations du bâtiment.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide d'appliquer les retenues et pénalités de la manière suivante :

- Ne pas appliquer les deux pénalités prévues à l'article « 6.3.2 Absence aux réunions de chantier » et ce pour l'ensemble des entreprises concernées (comme délibéré lors du Conseil Communautaire du 17 mai 2018)

1. ne pas appliquer les pénalités prévues au CCAP au point 6.3.1 « Pénalités de retard dans l'exécution des travaux » du marché de travaux du centre aquatique intercommunal aux entreprises des lots 1,2,3,4,5,6,8,9,10,11,12,14 ce quel que soit le planning initial de ces entreprises, le nombre de jours de retard pris dans l'exécution des travaux et les délais contractuels de chacun de ces lots.

2. ne pas appliquer les pénalités prévues au CCAP au point 6.3.4 « Pénalités de retard dans la levée des réserves » du marché de travaux du centre aquatique intercommunal aux entreprises des lots 1,2,3,4,5,6,8,9,10,11,12,14 ce quel que soit le planning des levées de réserves, le délais initial et ce quel que soit le nombre de jours de retard par rapport au planning contractuel.

23 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 13 « Electricité » - Avenant n° 6

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 13 : Electricité » pour un montant de 288 665.49 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux avaient entraîné une plus-value de 731,53 € HT. Un deuxième avenant portait sur le déplacement de cloisons, la modification d'emplacements d'appareils, l'installation de la climatisation, induisant une plus-value de 10 736,59 € HT. Un troisième avenant a permis des modifications en matière d'électricité (prises supplémentaires), d'informatique (dossiers dématérialisés partagés, télémedecine...), de luminaires (substitution de luminaires de type 1 par des éclairages de type 2, qui sont équipés de LED plus efficaces et moins coûteux en consommation d'énergie), et ce afin de répondre aux évolutions des pratiques professionnelles. Le coût de ces opérations est de 8 631.98 € HT. Un quatrième avenant, portait sur le fait que les professionnels médecins généralistes avaient demandé le rajout des prises dans quelques bureaux pour s'adapter aux tables de consultations électriques. Sur proposition de l'entreprise, il a été décidé de passer tous les luminaires en LED. Ce qui entraîne une plus-value de 472.77 € HT. Un cinquième avenant, indiquait la nécessité d'effectuer des changements du fait de nouveaux besoins par poste de travail, ainsi qu'une demande du Maître d'Ouvrage pour le rajout d'une alimentation dans l'escalier de secours et l'installation de matériel de projection dans la salle de réunion. Ces travaux avaient engendré une plus-value de 4 610.79 € HT.

Les modifications présentées impliquent une plus-value totale de 25 183.66 € HT soit une augmentation, avec le cumul des avenants, de 8.72 % du montant du marché qui passe ainsi de 288 665.49 € HT à 313 849.15 € HT.

Aujourd'hui, suite au désistement des kinésithérapeutes, la zone qui leur était réservée va être modifiée en deux petites salles et en trois cabinets médicaux pour un psychologue et un orthophoniste. Les travaux engendrés par ce changement de projet ont un coût de 1 455.40 € HT.

Les modifications présentées à l'article 2 ci avant impliquent une plus-value totale de 1 455.40 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 6 avenants, de 9.23 % du montant du marché qui passe ainsi de 313 849.15 € HT à 315 304.55 € HT.

La Commission CAO en date du 3 juillet 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 13 « Electricité »	6	1 455.40 € HT	SMEC

24 - Marchés publics – Travaux de construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté - LOT 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafonds » - Avenant n° 5

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise JARRY le marché pour la construction du bâtiment du pôle de santé de Mayenne Communauté « Lot 6 : Doublage, cloisons sèches, plafonds » pour un montant de 222 988.73 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux pour l'installation des gaines techniques du hall liées au système de désenfumage et sur les cloisons de la zone de radiologie ont généré une moins-value totale de 1 974,19 € HT. Dans le cadre d'un deuxième avenant, des modifications telles que la suppression des cloisons normales, la pose de cloisons plombées, et la création d'une toilette en salle de radiologie ont entraîné une plus-value totale de 9 713,33 € HT. Dans le cadre d'un troisième avenant, le renforcement de l'isolation phonique entre les bureaux au second étage du bâtiment a entraîné une plus-value totale de 1 544.87 € HT. Dans le cadre d'un quatrième avenant, il a été demandé par le bureau de contrôle, de faire des travaux complémentaires pour le bureau des infirmières, ainsi que des ajustements de chantier. Ce qui a engendré une plus-value de 7 894.80 € HT.

Ces quatre modifications successives ont généré une plus-value totale de 17 178.81 € HT, soit une augmentation, avec le cumul des avenants, de 7.70 % du montant du marché qui est passé à 240 167.54 € HT.

L'installation de kinésithérapeutes était prévue au second étage du Pôle Santé, mais ils ont fait savoir qu'ils ne viendront pas. D'autres professionnels de santé ont alors fait connaître leur volonté d'intégrer le pôle, il s'agit d'un psychologue et d'un orthophoniste.

Ces changements ont donc modifié le projet avec deux petites salles d'attente et trois cabinets médicaux qui seront construits. Ces travaux entraînent une plus-value de 6 352.55 € HT, et une moins-value de 2 777.35 € HT pour l'entreprise JARRY.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 3 575.20 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 5 avenants, de 9.31 % du montant du marché qui passe ainsi de 240 167.54 € HT à 243 742.74 € HT.

La Commission CAO en date du 3 juillet 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 6 « Doublages – Cloisons sèches - Plafond »	5	3 575.20 € HT	JARRY

25 - Marchés publics – Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un Pôle santé intercommunal à Mayenne - Avenant n° 4

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 15 novembre 2014, la Communauté de Communes (devenue Mayenne Communauté au 01/01/16) a confié au groupement ATELIER CUB 3 / EQUIPE INGENIERIE / OUEST STRUCTURES / CABINET BAGOT / POLENN / ACOUSTIBEL, une mission de « Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un pôle de santé intercommunal à Mayenne » pour un montant provisoire de 341 250.00 € HT (coût prévisionnel des travaux à 3 250 000 € HT – valeur novembre 2013).

Ce montant provisoire de rémunération de la maîtrise d'œuvre a été établi selon un forfait provisoire basé sur un pourcentage du montant prévisionnel des travaux. Il est prévu au marché qu'à compter de l'Avant-Projet Définitif (APD) et de la validation du montant définitif des travaux il serait établi un avenant recalculant le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur cette nouvelle base.

Un avenant n° 1 a été passé afin de remplacer un des membres du groupement de maîtrise d'œuvre qui avait déposé le bilan (remplacement du bureau d'études fluides ACF par le bureau d'études EQUIPE INGÉNIERIE). Comme indiqué ci-dessus pour la rémunération, un avenant n° 2 a donc déterminé le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre suite à la validation du coût définitif des travaux (3 645 700 € HT). Le coût prévisionnel des travaux pris en référence pour le calcul de ces honoraires définitifs a donc été ramené à 3 645 700 € HT. Un avenant 3 a été réalisé, car après le lancement du projet, des modifications ont été demandées par les radiologues, et ont impliqué une reprise du projet d'aménagement intérieur par la Maîtrise d'œuvre. En effet, un laboratoire de biologie médicale situé à Mayenne a souhaité s'installer dans ce pôle. Ce laboratoire sera implanté sous le premier étage du bâtiment. Il a donc été demandé à l'équipe de Maîtrise d'œuvre de travailler les plans de cet espace complémentaire de 180m² environ.

Ces missions supplémentaires ont augmenté la rémunération de l'équipe de Maîtrise d'œuvre de 18 150.00 € HT, portant la rémunération totale à 400 948.50 €HT (soit +17.49%).

À l'origine du projet, des kinésithérapeutes devaient intégrer le Pôle Santé au second étage sur une surface de 100 m² environ. Les co-gestionnaires de la SISA nous ont fait savoir que finalement, les professionnels pressentis ne viendraient pas, mais d'autres professionnels ont fait savoir qu'ils étaient intéressés pour intégrer ce pôle.

En conséquence, nous avons demandé à l'architecte de reprendre le projet de ce plateau pour l'adapter à ces nouvelles demandes. Cette situation engendre une plus-value de 3 000.00 € HT, répartis comme suit : 1 700.00 € HT pour l'Atelier CUB 3 et 1 300.00 € HT pour l'Equipe Ingénierie.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 3 000.00 € HT, soit une variation de 18.37 % du montant de la rémunération, qui passe ainsi de 400 948.50 € HT à 403 948.50 € HT.

La Commission CAO en date du 11 septembre 2018 s'est prononcé favorablement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
13MOE19 Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un pôle de santé à Mayenne	4	3 000.00 € HT	Groupement ATELIER CUB 3 - EQUIPE INGENIERIE - OUEST STRUCTURES - CABINET BAGOT - POLENN - ACOUSTIBEL

26 - Marchés publics – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté - Avenant n° 6

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 09/12/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BRAULT le marché de travaux de menuiseries intérieures pour la construction du pôle de santé de Mayenne Communauté pour un montant de 215 457.00 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux réalisés suite aux demandes des radiologues, ont engendré une plus-value totale de 2 928,00 € HT.

Un deuxième avenant portait sur le changement de prestataires pour les appareils de radiologie et sur les demandes d'aménagement des praticiens liés à ces différentes machines. Il a impliqué une plus-value de 5 871,00 € HT.

Dans le cadre d'un troisième avenant, sur demande du Bureau de contrôle, il a été mis en place deux trappes de visites complémentaires pour accéder aux circuits de gaines. Par ailleurs, des aménagements demandés par les utilisateurs en cours de chantier ont nécessité des modifications de portes de placard. A la demande des professionnels et pour répondre aux normes en vigueur, des modifications des meubles ont été demandées dans le local de stérilisation, dans le cabinet d'orthoptiste et dans le pôle dermatologie. Enfin, et afin de répondre aux demandes des médecins généralistes qui souhaitent que les patients ne puissent pas ouvrir les portes des cabinets de consultation de l'extérieur, il a été proposé de remplacer 12 béquilles à cylindre par des ensembles type porte palière. Le montant de ces travaux s'est élevé à 1 873.72 € HT.

Dans le cadre d'un quatrième avenant, il a été décidé de remplacer les châssis vitrés intérieurs coulissants initialement prévus par des châssis vitrés coulissants toute hauteur, ce qui ne change pas le montant des opérations. Les modifications présentées ont impliqué une plus-value / moins-value nulle.

Dans le cadre d'un cinquième avenant (- 2 550.09 € HT), à la demande du Maître d'Ouvrage des travaux complémentaires se sont avérés nécessaires pour répondre aux besoins des utilisateurs. Ces opérations concernaient l'organigramme des clefs avec une ouverture centralisée supplémentaire, l'ajout d'une lame de tirage PMR, un ferme-porte à glissière, des ajustements de plans de travail sur cuve inox et des compléments de travaux dans un cabinet d'infirmiers. Par ailleurs, il a été demandé à l'entreprise BRAULT de supprimer la signalétique directionnelle et des protections d'angles, de même que de supprimer des cimaises en bois. Enfin et suite au désistement des kinésithérapeutes, la zone qui leur était réservée a été modifiée en deux petites salles et en trois cabinets médicaux pour un psychologue et un orthophoniste.

Toutes ces modifications présentées ont impliqué une augmentation, avec le cumul des 5 avenants, de 3.77 % du montant du marché passé de 226 129.72 € HT à 223 579.63 € HT.

Aujourd'hui et afin de répondre aux besoins des utilisateurs (professionnels de santé, associations de prévention, Mayenne Communauté), il est demandé à l'entreprise Brault Menuiserie de nous soumettre un devis d'équipement en tables (13) et chaises (34) pour la salle de réunion que Mayenne Communauté aura en gestion.

L'entreprise Brault Menuiserie propose un mobilier dont les couleurs correspondent à celles de la salle ; en outre les tables sont pliables et peuvent être ainsi rangées très facilement.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 7 695.00 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 6 avenants, de 7.34 % du montant du marché passé de 215 457.00 € HT à 231 274.63 € HT.

La Commission CAO en date du 11 septembre 2018 s'est prononcé favorablement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire

16TRA31 Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté	6	7 695.00 € HT	BRAULT MENUISERIE
--	---	---------------	-------------------

27 - Marchés publics – Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire - Lot 1 : Terrassement, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation - Avenant n° 3

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 24/05/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise STPO le marché pour les travaux d'aménagement des abords du pôle de santé pluridisciplinaire pour le lot 1 "Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation» pour un montant de 729 323,66 € HT.

Un premier avenant avait dû être passé afin remédier à différents problèmes rencontrés pendant le chantier. Il était nécessaire de rendre conforme aux DTU des caniveaux grilles le long des menuiseries extérieures du bâtiment. Par ailleurs, une terrasse sur devait être réalisée afin de remédier à un problème de pente pour l'évacuation des eaux pluviales. Il avait également été découvert que le réseau orange n'était pas assez profond nécessitant l'approfondissement du réseau existant avec des réparations de fourreaux abîmés. Enfin, l'installation future de la pharmacie proche du pôle de santé nécessitait différentes modifications. Ces opérations ont engendré une plus-value totale de 20 750.20 € HT.

Un deuxième avenant a été nécessaire suite à des essais réalisés pour la mise en place d'un béton désactivé. Il a en effet été décidé de remplacer celui-ci par du béton érodé, afin d'avoir une meilleure résistance et moins d'arrachement sur la chaussée avec le passage des voitures et poids-lourds. Des granulats seront de type concassés et d'une résistance supérieure afin d'être poncés sur la chaussée. Par ailleurs, un caniveau a été installé devant la façade principale de la pharmacie. Ces opérations ont engendré des frais supplémentaires d'un montant de 39 012.00 € HT.

Ces 2 avenants ont induit une variation de 8.19 % du montant du marché passé ainsi de 750 073,86 € HT à 789 085.86 € HT.

Durant la phase de préparation, des pentes très faibles ont été constatées autour de l'anneau du giratoire Place de l'Europe. Pour y remédier et avoir un aménagement cohérent, il a été décidé de déposer la bordure actuelle et d'en poser une nouvelle de 4 cm plus haute.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value de 2 210.00 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 3 avenants, de 8.50 % du montant du marché qui passe ainsi à 791 295.86 € HT.

La Commission CAO en date du 11 septembre 2018 s'est prononcé favorablement.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
16TRA12 - 1 Aménagement des abords du Pôle de santé pluridisciplinaire LOT 1 : Terrassement, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation	3	2 210.00 € HT	STPO

Mayenne Communauté
Séance du 20 septembre 2018

--	--	--	--

28 - Marchés publics – Marché d'exploitation pour la production et la distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire et de climatisation - Avenant n° 1

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 27/07/2017, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise ENGIE COFELY le marché « d'exploitation pour la production et la distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation » pour une redevance totale sur 5 ans de 166 244.75 € HT.

Le présent avenant a pour objet d'intégrer au contrat de maintenance et d'exploitation en cours les prestations détaillées ci-après pour les sites suivants : la prise en compte de l'entretien de la pompe à chaleur du Musée, l'entretien de la Maison de Pays, demandée par la collectivité, car elle n'était pas prévue initialement dans le contrat, ainsi que le contrôle réglementaire des disconnecteurs, de la pompe à chaleur et le ramonage de la chaudière gaz du Centre aquatique. Ces prestations supplémentaires entraînent une plus-value estimée de 14 852.00 € HT (13 840.00 € HT pour la redevance P2 et 1 012.00 € HT pour la redevance P3).

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value estimée de 14 852.00 € HT, soit une variation de 8.93 % du montant du marché qui passe ainsi de 166 244.75 € HT à 181 096, 75 € HT.

La Commission CAO en date du 28 août 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Marché d'exploitation pour la production et la distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire et de climatisation (17SER05)	1	14 852.00 € HT	ENGIE COFELY

29 - Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne - Lot 1 : Terrassements généraux, gros œuvre et façades - Avenant n° 6

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 13/05/2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté en 2016) a confié à l'entreprise LUCAS le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 1 : terrassements généraux, gros œuvre et façades » pour un montant de **2 075 468,70 € HT**.

Par avenant n°1, des changements sur la dalle béton liés au plancher chauffant ont impliqué une plus-value de 40 550,25 € HT soit 1,95 % du montant du marché qui est passé de 2 075 468,70 € HT à 2 116 018,95 € HT.

Par avenant n°2, des modifications portant sur la ventilation de la cage d'ascenseur ont permis une moins-value de 1 042,73 € HT et le montant du marché est passé de 2 116 018,95 € HT à 2 114 976,22 € HT.

Par avenant n°3, des opérations portant sur la chaudière bois, la gaine maçonnée dans le sous-sol, la découpe d'une porte entre le local MNS et l'infirmerie ainsi que la réalisation de gradins sur place ont engendré une plus-value de 20 873.65 € HT. Le montant du marché a été augmenté de 2.90 % en cumulant les trois avenants et il est passé à 2 135 849.87 € HT.

Par avenant n°4, la location de la clôture en périphérie du chantier pour éviter les intrusions pendant l'inactivité a été prolongée suite à l'arrêt du chantier. Cette prolongation a été chiffrée à 6 475.00 € HT. Le montant du marché a été augmenté de 3.22 % en cumulant les quatre avenants et il est passé à 2 142 324.87 € HT.

Par avenant n°5, un décalage de la ventilation basse a été demandé par le bureau d'Etude KEO car la réservation réalisée ne permettait pas de ventiler le silo. Il a fallu boucher la réservation basse existante et créer une nouvelle réservation en partie haute pour assurer une circulation de l'air dans le silo, et ainsi permettre sa ventilation (3 547.50 € HT).

Toutes ces opérations ont engendré une hausse du montant du marché de 3.39 % qui passe de 2 075 468.70 € HT à 2 145 872.37 € HT.

Aujourd'hui, la réfaction relative aux travaux d'isolation thermique par l'extérieur permet une moins-value d'un montant de 7 800.00 € HT.

La modification de prestation présentée ci-avant implique une moins-value de 7 800.00 € HT. Le montant du marché augmente donc de 3.02 % en cumulant les six avenants et passe de 2 145 872.37 € HT à 2 138 072.37 € HT.

La Commission CAO en date du 28 août 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 1 « Terrassements généraux, gros œuvre, façades »	6	-7 800.00 € HT	LUCAS

30 - Rapport d'activités 2017 de Mayenne Communauté

M. ANGOT expose :

Réalisé à partir des rapports d'activités des services, c'est un bilan de toutes les décisions et actions engagées dans chaque secteur.

C'est un document de référence qui donne une vision complète de toutes les actions conduites par la Communauté de Communes aussi bien dans les services quotidiens apportés à la population qu'à travers les grands chantiers d'intérêt communautaire.

La réalisation du rapport d'activités répond à l'obligation prévue par la loi du 12 juillet 1999 qui impose au Président de l'EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) d'adresser annuellement au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de la Communauté de Communes. Chaque maire doit en donner communication à son Conseil municipal en séance publique.

Vous trouverez le rapport d'activités à l'adresse suivante :

http://www.paysdemayenne.fr/~extranetccpm/?page_id=4821

31 - Ressources humaines - DST – Bâtiments – création d'un poste de technicien territorial

M. SOUTIF expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 10 septembre 2018,

Considérant la nécessité de mettre en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine bâti des 3 collectivités,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Ce poste relève d'un service partagé, il est intégré à la convention actuelle de mise à disposition globale des services entre les 2 collectivités.

Le budget est à prévoir au chapitre 012 à hauteur de 10 000 euros pour 2018.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de technicien territorial à temps complet à compter du 1er octobre 2018.

32 - Ressources humaines - régime des astreintes Ville de Mayenne assurées par des agents de Mayenne Communauté

M. SOUTIF expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 10 septembre 2018,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté relative à la gestion unifiée du personnel,

Il vous est proposé d'autoriser le versement des indemnités suivantes conformément aux astreintes mises en œuvre pour la ville de Mayenne :

L'astreinte de direction (décision)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité des missions de la collectivité.

Cette astreinte ne sera déclenchée que pour des cas particuliers (conditions météorologiques, manifestations particulières...). Elle peut être de semaine (du lundi au lundi) ou de nuit ou encore de weekend. Elle est assurée par les Directeurs de Mayenne Communauté.

L'astreinte de décision technique (décision)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité des missions de la collectivité et répondre aux problématiques techniques.

Cette astreinte de semaine est assurée par les responsables des services techniques bâtiments, voirie, espaces verts, propreté urbaine et prestation voirie et leurs adjoints.

L'astreinte administrative des pompes funèbres (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la continuité du service pour permettre l'accueil des familles et l'organisation des obsèques.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents du service des pompes funèbres.

L'astreinte technique des pompes funèbres (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer la réception des corps.

Cette astreinte de semaine ou de week-end est assurée par les agents du service des pompes funèbres.

L'astreinte hivernale (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer l'entretien et le déneigement des voiries pendant la période hivernale (semaine 1 à 14 et 40 à 53).

Cette astreinte de semaine ou de week-end ou de nuit est assurée par les agents des services techniques voirie, prestation voirie, espaces verts, propreté et bâtiment.

L'agent sera prévenu 8 jours avant la semaine d'astreinte ou le WE ou de nuit ainsi le montant de l'indemnité sera majoré de 50%.

Un planning annuel sera établi à l'avance mais la confirmation de l'astreinte interviendra 8 jours avant la date de début de l'astreinte.

L'astreinte technique domaine public (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer une continuité des services de la ville pour toutes situations qui relèvent de l'urgence.

La mise en sécurité des voiries communales situés sur le périmètre géographique de la Ville de Mayenne lors de la survenance de tout événement imprévu et imprévisible sur le territoire de la collectivité (incendies, inondations, accident routier etc.). Cette mise en sécurité se fait en lien avec les services de secours concernés.

Cette astreinte de semaine* est assurée par les agents techniques des services voirie, espaces verts, propreté.

*(semaine = jour et nuits de la semaine)

L'astreinte technique bâtiment (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer une continuité des services de la ville pour toutes situations qui relèvent de l'urgence.

La mise en sécurité des bâtiments communaux et intercommunaux situés sur le périmètre géographique de la Ville de Mayenne lors de la survenance de tout événement imprévu et imprévisible sur le territoire de la collectivité (incendies, inondations, etc.). Cette mise en sécurité se fait en lien avec les services de secours et de gendarmerie.

Cette astreinte de semaine est assurée par les agents techniques des services musée et bâtiment.

L'astreinte technique centre aquatique (exploitation)

Cette astreinte a pour vocation d'assurer une continuité du centre aquatique de Mayenne Communauté.

Cette astreinte de semaine est assurée par les agents techniques du service bâtiment.

Cette astreinte est de semaine.

L'astreinte de surveillance (exploitation)

Cette astreinte de semaine a pour vocation d'assurer une continuité de la mission de surveillance confiée aux agents en relation avec la gendarmerie.

Cette astreinte de semaine est assurée par les agents du service ASVP.

L'astreinte technique « état des lieux » (exploitation)

Cette astreinte de semaine ou de weekend a pour vocation d'assurer la continuité des services en matière de gestion des salles louées par la ville de Mayenne et en particulier les états des lieux en fonction des réservations de locations de salle.

Cette astreinte est assurée par des agents des services voirie, service espaces verts, service propreté urbaine, service bâtiments, service entretien des locaux sportifs et service entretien des bâtiments.

Les agents bénéficiant d'un logement de fonction ne pourront pas prétendre à l'indemnité d'astreinte conformément au Décret n° 2012-752 du 9 Mai 2012 relatif aux logements de fonction qui écarte la possibilité de cumuler l'attribution d'un logement avec le versement d'une indemnité d'astreinte. Les autres agents pourront prétendre en fonction du service accompli aux indemnités fixées par la loi.

Pour l'ensemble des astreintes d'exploitation, les heures d'intervention seront récupérées selon le règlement temps de travail en vigueur.

Ces indemnités sont versées mensuellement en fonction des astreintes réalisées. Le remboursement de la Ville de Mayenne s'effectue selon les dispositions de remboursement prévues dans l'article 5.3 de la convention de création de service commun gestion unifiée et dans l'article V de l'avenant N°3 de la convention de mise à disposition de services examiné ce jour concernant les astreintes de direction.

La mise en œuvre de cette nouvelle organisation des astreintes est prévue au 1er octobre 2018.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ce régime des astreintes.

33 - Ressources humaines - DAC - conservatoire de musique rentrée scolaire 2018/2019

M. SOUTIF expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Vu l'avis favorable du comité technique du 10 septembre 2018,

Vu la gestion unifiée du personnel entre Mayenne Communauté et la Ville de Mayenne,

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'organisation de la rentrée scolaire du conservatoire,

Considérant les inscriptions des élèves au conservatoire,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, modifie les temps de travail des enseignants du conservatoire comme suit :

Postes	Grade	Heures d'enseignement poste 2017/2018	Heures d'enseignement poste 2018/2019
Directeur	Professeur d'enseignement artistique Hors Classe	16	16

Adjoint du directeur	Professeur d'enseignement artistique classe normale	20	16
Percussions	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	14	15.50
Percussion brésilienne/ coordination école de musique de Lassay	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	11.25	14.50
GUIRE CLASSIQUE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	5	4.50
GUIRE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	11.5	20
GUIRE BATTERIE	Assistant enseignement artistique	7.5	8.75
DANSE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	20	20
DANSE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	5.25	5.50
DANSE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	20	20
FORMATION MUSICALE/CONTREBSSE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	6	8
TROMPETTE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	20	17.75
FORMATION MUSICALE/ PARTOTHEQUE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	17.5	18.50
FORMATION MUSICALE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	20	20
CLAVIER/CHANT	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	5.5	4.50
ACCORDEON CLAVIER	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	4.25	4.25
PIANO	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	20	20
PIANO VIOLON	Assistant enseignement artistique	3.5	3.5
CHANT	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	10	11.25
DUMISTE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	7.5	9.5
DUMISTE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	20	20
COR	Professeur d'enseignement artistique classe normale	6	6
CLARINETTE	Assistant enseignement artistique	18	20

ALTO	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	10	10
TOMBONE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	9	10
BASSON	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	3	3
VIOLON	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	17	17
VIOLONCELLE	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	6	6.50
ACCOMPAGNEMENT	Assistant enseignement artistique principal 2è cl	13	13
FLUTE TRAVERSIERE	Assistant enseignement artistique principal 1e cl	20	20

Ces postes relèvent d'un service exclusif Mayenne Communauté et sont prévus au budget 2018.

34 - Ressources humaines - DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018

M. SOUTIF expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Vu la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant la décision de maintenir les temps d'activité périscolaire

Après avis favorable du Comité Technique Paritaire du 10 septembre 2018,

Il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Ces postes relèvent d'un service exclusif Ville de Mayenne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée les postes d'adjoint d'animation suivants :

Postes créés pour la rentrée 2017 - 2018	Postes à modifier - rentrée 2018-2019
100%	100%
100%	100%
100%	100%
100%	100%
100%	100%
84%	84%
78%	78%
63%	63%
99%	99%
82%	82%
87%	90%

30%	50%
77%	81%
30%	85%
45%	65%
98%	98%
100%	100%
76%	60%
53%	53%
47%	47%
96%	98%
67%	73%
30%	30%
32%	48%
99%	99%

La dépense est inscrite au chapitre 012.

35 - Ressources humaines - DRHM - Régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté

M. SOUTIF expose :

Trois évènements impliquent la modification de délibération sur le régime indemnitaire :

- La nomination d'un Conseiller des activités d'éducation sportive
- L'autorisation de versement de l'IFSE au cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine
- La demande de la trésorerie concernant l'attribution de la Prime de Fin d'année.

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application (décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié),

Les agents territoriaux stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi que les collaborateurs de cabinet peuvent, sur décision de l'organe délibérant percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Vu l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires, aux articles 87, 88, 111 et 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 88 alinéa 2 du 26 janvier 1984, agents territoriaux stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi que les collaborateurs de cabinet qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place de la gestion unifiée, se voient conserver le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures,

Vu les dispositions de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant la jurisprudence du conseil d'état n°97549 du 1er octobre 1993, spécifiant que les conditions d'attribution des primes ne peuvent être modifiées ou modulées,

Vu le règlement intérieur relatif au versement de la Prime de Fin d'Année, adopté le 4 octobre 1994 modifiée le 20 octobre 1994,

Considérant le calcul du montant individuel au prorata du temps de travail de l'agent concerné,

Considérant le maintien, à hauteur du traitement, du régime indemnitaire de l'agent en cas d'absence pour raison de santé sauf pour les indemnités liées à l'exécution de missions particulières,

- Considérant la gestion unifiée du personnel au 1^{er} janvier 2018,
Considérant le protocole d'accord salarial délibéré le 8 décembre 2016,
Considérant l'enveloppe budgétaire votée chaque année,
Considérant le fait que l'autorité territoriale peut, au vu de la gravité des faits commis par un agent et des dysfonctionnements engendrés sur la bonne marche du service, réduire, suspendre ou supprimer la part indemnitaire liée aux fonctions exercées en dehors des primes liées à l'exécution de travaux particuliers,
Considérant le fait que l'autorité territoriale peut, ou non attribuer un montant individuel au vu des sujétions et des missions de l'agent,
Monsieur le Président propose de pouvoir attribuer aux personnels de Mayenne Communauté stagiaires, titulaires, contractuels de droit public au titre de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 et de droit privé ainsi qu'aux collaborateurs de cabinet, les primes et indemnités suivantes et de déterminer, le cas échéant, les enveloppes au coefficient maximal de chacune des indemnités dans le respect de la proposition du budget primitif.

1/ Prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

Il vous est proposé d'ouvrir au titre du décret du 6 mai 1988 la prime de responsabilité correspondante au taux individuel maximum de 15 % du montant soumis à retenue pour pension pour l'emploi fonctionnel de DGS.

2/ L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires, Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- attaché
- rédacteur
- éducateur des activités physiques et sportives
- attaché de conservation
- bibliothécaire
- assistant de conservation
- et animateur.

3/ L'indemnité d'administration et de technicité

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité, Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité d'administration et de technicité conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 et selon les conditions définies dans le protocole d'accord salarial à savoir :

Pour les agents de catégorie C, le montant de l'indemnité est fixé à 107.6 euros brut mensuels.

Ce montant est majoré dans les cas suivants :

- compensation des indemnités de conduite,
- compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,
- compensation liée à la diminution de chèque déjeuner pour le service collecte des déchets,
- compensation liée à la difficulté de la mission des collectes des déchets
- et sujétion de responsabilité d'équipe.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Rédacteur
- Adjoint administratif
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Adjoint du patrimoine
- ATSEM

- Agent social
- Animateur
- Adjoint d'animation
- Educateur des activités physiques et sportives.

4/ L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires

Vu le décret 202-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS),
Les modalités de versements : Les agents à temps non complet peuvent être autorisés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du responsable hiérarchique. Le nombre d'heures complémentaires effectuées par l'agent à temps non complet ne peut conduire au dépassement du temps légal par semaine. Les heures effectuées au-delà relèveront du régime des heures supplémentaires. Les heures complémentaires, si elles ne peuvent être récupérées, seront rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

Les heures complémentaires et supplémentaires ne pourront être payées que sur production d'un état mensuel nominatif constant le nombre d'heures à payer ou à récupérer.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Adjoint administratif
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Adjoint du patrimoine
- ATSEM
- Agents social
- Auxiliaire de puériculture
- Adjoint d'animation
- Et de Rédacteurs.

Il vous est proposé d'autoriser le versement de cette indemnité horaire pour travaux supplémentaires conformément aux conditions fixées par le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002.

5/ régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel des attachés territoriaux, des adjoints administratifs, des agents de maîtrise et des attachés de conservation du patrimoine.

Le décret 2014-513 du 20 mai 2014 a créé un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat (R.I.F.S.E.E.P) et abrogé en son article 7 – 5° la prime de fonctions et de résultat régi par le décret 2008-1533 à compter du 31 décembre 2015.

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)
- et le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise :

Pour les attachés territoriaux, l'indemnité repose sur des critères professionnels liés aux fonctions et à l'expérience professionnelle de l'agent. Elle pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonction qui détermine les niveaux de responsabilités, d'expertise ou de sujétions. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception,

Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,

Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de poste au regard de son environnement extérieur ou de proximité.

- ° Détermination des groupes de fonctions

Groupe de fonctions	Emplois	Grades

Groupe 1	Direction d'une collectivité (emploi fonctionnel)	Directeur Attaché principal
Groupe 2	Responsable de service	Attaché Attaché principal
Groupe 3	Chargé de mission	Attaché

Pour les adjoints administratifs, l'indemnité repose sur des critères professionnels liés aux fonctions et à l'expérience professionnelle de l'agent. Elle pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonction qui détermine les niveaux de responsabilités, d'expertise ou de sujétions.

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Coordinateur d'activité administrative (niveau chef d'équipe)	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe
Groupe 2	Agent d'exécution	Adjoint administratif, Adjoint administratif principal 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe

Pour les agents de maîtrise, l'indemnité repose 2 groupes fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Encadrement de proximité/ surveillante de travaux, adjoint au responsable ou chef d'équipe	Agent de maîtrise Agents maîtrise principal
Groupe 2	Sujétions particulières lié à un postes nécessitant une autonomie particulière (gestion budgétaire, demandes des usagers)	Agent de maîtrise Agents maîtrise principal

Pour les attachés de conservation du patrimoine, l'indemnité repose sur 2 groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Direction d'une collectivité	Attaché de conservation et attaché principal de conservation
Groupe 2	Responsable de service	Attaché de conservation

Modulation individuelle :

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis et peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions

auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions. Elle est versée mensuellement sur la base du douzième du montant annuel attribué et est proratisée.

Le montant perçu par chaque agent est fixé par arrêté individuel. Les montants versés à titre individuel s'inscriront dans les minima et maxima prévus par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 et devront s'inscrire dans l'enveloppe budgétaire définie lors de l'établissement du budget.

Maintien du montant individuel lors de la mise en place de l'I.F.S.E :

Lors de la première application des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014, le montant du régime indemnitaire perçu mensuellement liés à ses fonctions et à son grade, est conservé jusqu'à la date du prochain changement de fonction.

Réexamen du montant de l'I.F.S.E :

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Le principe de réexamen n'implique pas une revalorisation automatique.

Le complément indemnitaire annuel :

Le complément indemnitaire est facultatif. Il est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel. La circulaire ministérielle du 5/12/2014 précise les éléments à apprécier. Son montant est compris entre 0 % et 100 % des plafonds annuels fixés par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015.

Le complément fait l'objet d'un versement annuel, en une ou deux fractions et n'est pas reconductible d'une année sur l'autre. Il fait l'objet d'un arrêté individuel.

Il vous est proposé d'autoriser la mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans les conditions exposées.

6/ L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves

Vu le décret 93-55 du 15 janvier 1993, il vous est proposé d'autoriser le versement de cette L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves conformément aux conditions fixées par le décret n°93-55.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois de :

- Professeur d'enseignement artistique
- Et d'Assistant d'enseignement artistique.

7/ Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques

Vu les décrets n° 91-875 du 6 septembre 1991 (JO du 7 septembre 1991) et n° 93-526 du 26 mars 1993 (JO du 28 mars 1993) permettant d'attribuer aux agents relevant des cadres d'emplois des Bibliothécaires territoriaux et des Attachés territoriaux de conservation du patrimoine la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques,

Il vous est proposé de verser la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques selon les dispositions des décrets.

Cette indemnité peut être versée aux :

- Attachés de conservation
- Bibliothécaire
- Et Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

8/ L'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires

Vu le décret 2013-662 du 23 juillet 2013, le montant minimum mensuel versé est de 150 euros brut. Le cas échéant, il est complété d'un montant de 92 euros au titre de la compensation de la prime de fin d'année que la collectivité ne peut verser au nouvel arrivant.

Cette indemnité peut être versée aux éducateurs de jeunes enfants.

Il vous est proposé d'autoriser le versement de l'IFRTS conformément aux modalités du décret n°2013-662.

9/ La prime de service

Il vous est proposé de verser la prime de service conformément au décret 98-1057 du 16 novembre 1998 à hauteur de 7.5% du traitement brut de l'agent.

Cette indemnité peut être versée au cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture et des infirmiers en soin généraux et infirmiers.

10/ La prime spéciale de sujétion des auxiliaires de puériculture ou de soins

Il vous est proposé de verser la prime spéciale de sujétion aux auxiliaires de puériculture conformément au décret 98-1057 du 16 novembre 1998.

11/ La Prime de service et de rendement

Il vous est proposé de verser la PSR dans le cadre du Décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emplois suivants :

- Ingénieur
- Et Technicien.

12/ L'indemnité spécifique de service

Il vous est proposé de verser l'indemnité spécifique de service conformément au décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié.

Cette indemnité peut être versée aux cadres d'emploi suivants :

- Ingénieur
- Et Technicien.

13/ L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants

Le décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 modifié permet d'attribuer agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Il vous est proposé de verser indemnités dans le cadre du décret n°67-624 aux agents de la filière technique relevant des services suivants :

- collecte des déchets,
- propreté urbaine,
- centre aquatique
- voirie et prestation voirie
- et bâtiment.

14/ L'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués au-delà des heures normales de services, à l'occasion des consultations électorales est rémunérée :

- en Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE) pour les agents attributaires de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)
- en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents qui ne peuvent prétendre à l'IFTS et dans la mesure où les heures supplémentaires n'ont pas été compensées par une récupération pendant les heures normales de services,

Il vous est proposé d'autoriser le versement de l'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections. La ville de Mayenne remboursera Mayenne communauté selon les dispositions de remboursement prévues dans l'article 5.3 de la convention de création de service commun gestion unifiée du personnel et dans l'article V de l'avenant N°3 de la convention de mise à disposition de services examiné ce jour concernant notamment "les indemnités de bureau de vote ».

15/ Indemnité des personnels relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers

Vu les décrets 91-875 du 6 septembre 1991 et 50-1253 du 6 octobre 1950 qui prévoient l'indemnisation des personnels relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers, tout service excédant les maxima de service hebdomadaire fixés par le statut étant considéré comme service supplémentaire,

Vu l'avis favorable du comité technique du 12 juin 2017,

Considérant la demande de la trésorerie souhaitant une délibération de Mayenne Communauté sur l'attribution de ces indemnités qui sont déjà octroyées,

Il est proposé au Conseil de Communauté d'attribuer cette indemnisation conformément au décret du 6 septembre 1991 aux agents stagiaires, titulaires et non titulaires relevant des cadres d'emplois de professeurs d'enseignement artistique, assistant d'enseignement artistique effectuant des services supplémentaires réguliers ou irréguliers.

16/ Indemnité de sujétions de conseiller des activités physiques et sportives

Il vous est proposé de verser l'indemnité de sujétions de conseiller des activités physiques et sportives dans le cadre du décret n°2004-1055 du 1er octobre 2004 et Arrêté du 20 novembre 2013.

Avis des représentants syndicaux :

Avis des représentants de la collectivité :

17/ La prime de fin d'année

Cette prime de fin d'année est versée selon les conditions du règlement intérieur du 4 octobre 1994 modifié le 20 octobre 1994, en effet la jurisprudence du conseil d'Etat interdit toutes modifications des conditions d'attribution de cette dernière.

Avis des représentants syndicaux :

Avis des représentants de la collectivité :

18/ Ressources humaines – DRHM – régime indemnitaire des agents du service des pompes funèbres - Indemnité des agents des services municipaux d'inhumation

Vu l'arrêté ministériel du 17 février 1977 (JO du 19 mars 1977) modifié par l'arrêté ministériel du 7 avril 1982 (JO du 9 mai 1982),

Considérant la gestion unifiée du personnel au 1er janvier 2018,

Considérant les opérations d'inhumation ou d'exhumation effectuées par les agents stagiaires, titulaires, vacataires ou contractuels du service,

Il est proposé le versement aux agents cités ci-dessus, de l'indemnité des agents des services municipaux d'inhumation à hauteur des montants prévus par l'arrêté de 1977 et conformément aux conditions de cet arrêté : Montants de référence au 1er octobre 1976

✓ Mise en bière : 0,67 €,

✓ Exhumation : 1,78 €,

✓ Portage de bière : 1,31 € (cumulable avec l'indemnité de mise en bière).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'ensemble de ce dispositif indemnitaire tel que présenté afin de l'appliquer à compter du 1er octobre 2018.

36 - Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels

M. SOUTIF expose :

Vu l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipulant que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires,

Les collectivités étant cependant autorisées à créer des postes non permanents pourvus par des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfinis par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,
- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée
- et recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 20 de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, disposant que les agents non titulaires sont soumis comme les fonctionnaires au droit à la rémunération après service fait,

Vu la délibération n°24 en date du 14 janvier 2016, autorisant le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012,

Vu la délibération n°34 en date du 21 décembre 2017, fixant les modalités de rémunération des contractuels pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou encore au motif de remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel absent,

Vu la délibération n°17 du 1er mars 2018 relative à la création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels

Considérant la nécessité d'assurer les missions du RAM en l'absence d'un agent,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée le poste permettant le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

– à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs,

Nombre de postes	grade	emploi
1	Adjoint Animation	Animateur RAM

Ce poste est créé à temps complet cependant, en fonction des nécessités de service, ce temps peut être inférieur, il peut être occupé par un agent contractuel. Les dépenses afférentes à ces postes sont prévues dans le budget.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le remplacement de fonctionnaires ou d'agents contractuels dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée par les textes précités.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 55.

Vu, le Secrétaire,
Christian SABRAN

Vu, le Président
Michel ANGOT

Mayenne Communauté
Séance du 20 septembre 2018

